

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## Tranche de vie commune et aléas du destin

«... appeler mon ami Bibi Netanyahu et lui demander:  
«Serait-ce utile que je dise cela? Qu'aimerais-tu que je fasse?»

par Michael Barbaro

hd. On a posé la question à Obama s'il était soumis à un chantage par Israël, respectivement par les voix des électeurs juifs aux USA, de donner carte blanche à Netanyahu pour une attaque nucléaire préventive contre l'Iran (cf. *Horizons et débats*, n° 13, p. 4). Au cas où le mormon Mitt Romney deviendrait candidat républicain pour la présidence, les relations avec Israël, respectivement Netanyahu, auront une toute autre qualité – active. Cette candidature serait un signal d'alarme extrême pour tous les pays pacifiques de la terre.

Après le désastre de la Seconde guerre mondiale, le monde s'est mis d'accord de résoudre à l'avenir les conflits à la table des négociations. Il n'y a aucune raison pour s'en écarter!

Chaque historien sait que les grandes guerres ont toujours été précédées de leur ombre. Cela vaut pour le siècle dernier autant que pour la Guerre de Trente ans. Les mécanismes assurant la paix ont été affaiblis, transformés ou simplement mis hors usage. Les forces qui voulaient la guerre ont entamé une danse nuptiale fantomatique. On ne peut pas ignorer tous ces signaux d'alarme – aussi et surtout dans nos pays d'Europe, où la concurrence pour obtenir la participation active et la couverture médiatique bat son plein. La démocratie ne doit pas sombrer dans la permissivité de manipulations avec des «spin doctors» et de l'incitation à la guerre. Et pas non plus dans la politique émotionnelle des grandes puissances, une technique bien maîtrisée par les partisans de l'écologie profonde, comme cela semble être le cas avec le nouveau Président d'Allemagne.

L'amitié entre Mitt Romney, le probable candidat présidentiel républicain et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu est peu connue des personnes extérieures, mais cependant riche en intrigues politiques.

Les deux jeunes gens avaient bien peu de choses en commun: l'un est un riche mormon du Michigan, l'autre un Juif d'Israël issu de la classe moyenne.

En 1976 cependant, les voies de Mitt Romney et de Benjamin Netanyahu se croisèrent brièvement, mais de façon indélébile, dans les bureaux du 16<sup>e</sup> étage du *Boston Consulting Group* (B.C.G.), où tous les deux avaient été engagés comme consultants. Durant la période la plus marquante de leur carrière ils se testèrent mutuellement pendant les séances de brainstorming hebdomadaires de leur entreprise et absorbaient la même vision profondément analytique du monde.

Cette expérience commune d'il y a des dizaines d'années entraîna une chaleureuse amitié peu connue des personnes extérieures, mais cependant riche en intrigues politiques. Netanyahu, le Premier ministre israélien, s'engage pour une action militaire contre l'Iran, alors que Romney, le probable candidat présidentiel des républicains, attaque le gouvernement d'Obama parce que ce dernier ne soutient pas Netanyahu assez vigoureusement.

La relation entre Netanyahu, âgé de 62 ans, et Romney, 65, entretenue lors de repas communs à Boston, New York et Jérusalem, renforcée par un réseau d'amis communs et confortée par leurs idéologies conservatrices, mena à un échange d'une franchise peu habituelle de conseils et d'aperçus sur des sujets tels que la politique, l'économie et le Proche-Orient.

Quand Romney était gouverneur du Massachusetts, Netanyahu lui a offert des conseils de première main sur la façon de réduire la taille du gouvernement. Quand Netanyahu voulut inciter des fonds de pension de rompre avec des entreprises ayant des relations avec l'Iran, Romney lui dit quels fonctionnaires américains il devait rencontrer. Et quand Romney posa en premier sa candidature pour la présidence, il demanda d'abord à Netanyahu s'il croyait que *Newt Gingrich* allait s'engager dans la course.

### Des expériences communes et une vision similaire

Le 6 mars, Netanyahu téléphona à Romney un briefing personnel concernant la situation en Iran. Dans une interview, Romney dit: «Nous pouvons presque parler en mots-clés, nous partageons des expériences communes et nous avons une façon de voir et une base qui sont similaires.»

Netanyahu attribua leur «communication simplifiée» à ce qu'il appela «le camp d'éducation intellectuelle rigoureux de B.C.G.». Par un conseiller personnel, il fit savoir que «malgré notre origine différente, j'ai l'impression que nous utilisons les mêmes méthodes pour analyser les problèmes et pour leur trouver des solutions».

Les liens entre Romney et Netanyahu frappent, car il n'y a probablement pas de précédent de deux politiciens de leur format dont l'entrée au gouvernement fut précédée d'une pareille histoire commune. Et cette histoire pourrait très bien exercer une influence sur la prise de décision, lorsque les Etats-Unis se trouveront confrontés à la question cruciale s'ils doivent attaquer les installations nucléaires de l'Iran ou s'ils doivent soutenir Israël dans une action de ce genre.

### «Bibi ... qu'aimerais-tu que je fasse?»

Romney a attiré l'attention sur le fait qu'il ne prendrait aucune décision fondamentale concernant Israël sans avoir consulté Netanyahu – un degré d'empressement qui, au vu de la réputation de dur de Netanyahu, pourrait faire froncer quelques sourcils, alors que les néo-conservateurs et les chrétiens évangélistes se plaisent à prendre violemment parti pour Israël.

En décembre, lors un débat révélateur, Romney critiqua une remarque méprisante que Gingrich avait faite sur les Palestiniens et il déclara: «Avant d'émettre une prise de position de ce genre, je prendrais mon téléphone pour appeler mon ami Bibi Netanyahu pour lui demander: «Est-ce que ça t'aiderait que je dise cela? Qu'aimerais-tu que je fasse?»»

### La politique proche-orientale des USA en sous-traitance à Israël

*Martin S. Indyk*, l'ambassadeur des USA en Israël sous le gouvernement de Clinton, dit que l'affirmation de Romney impliquait, sciemment ou non, qu'il «remettait la politique proche-orientale en sous-traitance à Israël». Et il ajouta: «Cela ne serait évidemment pas indiqué.»

Concernant la nomination du président, Netanyahu insiste pour rester neutre, mais avec le Président Obama, il a dans le meilleur des cas une relation tendue. Durant des années, le Premier ministre a habilement mobilisé bien des groupes juifs et des députés au Congrès républicains pour pousser le

gouvernement Obama à pratiquer une attitude plus tranchée envers l'Iran.

Indyk ajouta: «Dans la mesure où leur relation personnelle fournirait à Netanyahu un accès à la Maison Blanche sous Romney, comme il ne l'a pas maintenant sous Obama, le Premier ministre considérerait cela sûrement comme un avantage important.»

D'abord, que les deux hommes se rencontrent relève d'un caprice de l'histoire. Dans les années 1970, les deux décidèrent de fréquenter la faculté des sciences économiques de Boston – Romney à Harvard, Netanyahu au *Massachusetts Institut of Technology*. Après avoir terminé en tête de leur volée, ils purent choisir un emploi dans les plus grands et les plus renommés cabinets de consultants US. Le *Boston Consulting Group* ne s'était pas encore qualifié ni pour l'un, ni pour l'autre. Son fondateur, *Bruce D. Henderson*, passait pour un homme brillant, mais original; ses théories pas très orthodoxes – de mesurer le succès d'une firme à sa part de marché et de classer les entreprises en poules aux œufs d'or et n'ayant pas de succès («cash cows» et «dogs») – passaient alors pour être situées à l'écart du courant dominant du conseil d'entreprises.

Romney se souvient que les étudiants se moquaient régulièrement des affiches de recrutement de la firme. «Boston Consulting était alors une maison qui semblait être en état de siège», dit-il. Mais que la position de la firme en tant que parvenu pionnier talonnât les plus grandes maisons blue chip telles que *McKinsey* et *Boos Allen*, favorisa une profonde camaraderie entre les jeunes employés qui parcouraient les Etats-Unis et conseillaient des clients tels que *General Foods* et *Mead Corp*.

Même dans une maison avec cent détenteurs d'un MBA, Romney et Netanyahu parvinrent à se distinguer autant en ce qui concerne leur biographie que leur intellect. Quelques années auparavant, le père de Romney, un ancien gouverneur du Michigan, avait posé sa candidature chez les républicains à l'élection présidentielle. Netanyahu avait son propre curriculum vitae exotique: il venait de terminer une période de service militaire dans une unité d'élite spéciale de l'armée israélienne.

«Les deux étaient entourés d'une aura», dit *Alan Weyl* qui a travaillé de 1975 à 1989 dans l'entreprise.

Bien qu'ils n'aient jamais collaboré étroitement pour un projet, Romney et Netanyahu, se faisant concurrence par leurs origines, exerçaient une profonde impression l'un sur l'autre, qui ne semble avoir fait que grandir depuis.

Romney, pas vraiment connu pour un manque de confiance en soi, se rappelle aujourd'hui encore du sentiment de jalousie qu'il éprouvait en observant Netanyahu qui, lors des réunions du lundi matin de l'entreprise, s'entretenait de façon décontractée avec tout le monde – quand les conseillers présentaient leur travail et paraient les questions des collègues. Les séances étaient connues pour leurs interrogatoires souvent extrêmement pointus.

«C'était une personnalité forte avec un point de vue marqué», dit Romney. «Je m'efforçais de suivre le même genre de perspective.»

Des conseillers personnels racontent que Netanyahu a révélé sa propre profondeur de comptage de points quand il dit en plai-

santant, avec une déception en grande partie feinte, que Romney était le favori de Henderson. «Son étoile» dit le Premier ministre en parlant de son temps chez *Boston Consulting*, «s'était déjà levée.»

Romney travailla de 1975 à 1977 dans l'entreprise; Netanyahu y était de 1976 à 1978. Mais un mois après y être arrivé, Netanyahu retourna en Israël pour y fonder une espèce de fondation antiterroriste, en souvenir de son frère qui avait perdu la vie comme officier commandant l'unité de libération des otages à Entebbe, en Ouganda.

Romney retourna plus tard chez *Bain & Co*, une maison concurrente de *Boston Consulting*. Mais ils maintinrent une relation importante: chez *Bain*, Romney collabora étroitement avec *Fleur Cates*, la deuxième femme de Netanyahu. *Fleur Cates* divorça de Netanyahu au milieu des années 80, mais elle resta en contact avec Romney.

### Le long bras de Netanyahu dans la politique américaine

Peu après que Romney fut devenu gouverneur du Massachusetts en 2003, les deux hommes reprirent contact. Netanyahu lui rendit visite, brûlant d'envie d'échanger des histoires concernant la vie du gouvernement. Netanyahu qui avait démissionné peu avant comme ministre des finances d'Israël, entretenait Romney avec des histoires qui racontaient comment il avait, dans la tradition de *Margaret Thatcher* et *Ronald Reagan*, provoqué des ouvriers organisés en syndicats en contrôlant leurs rentes, diminué les impôts et privatisé des entreprises auparavant dirigées par l'Etat en réduisant l'influence de l'Etat sur des entreprises privées.

Il encouragea Romney à chercher des moyens de faire la même chose. Romney se souvient que Netanyahu lui raconta un souvenir préféré de la formation de base d'un soldat qui court, avec un gros homme sur les épaules, pour parier avec ses camarades à qui court le plus vite. Bien entendu, il perd. Romney se souvient que Netanyahu lui a dit: «Le gouvernement, c'est le type sur tes épaules.»

En tant que gouverneur, raconte Romney, il répétait souvent cette histoire en parlant aux chefs de différents départements et il leur rappelait que leur travail en tant qu'autorité de régulation consistait à «attraper les méchants, mais aussi à encourager les bons et à faire en sorte que les affaires de notre Etat soient plus souvent couronnées de succès».

Quelques années plus tard Romney était invité à dîner chez Netanyahu dans sa résidence privée dans le quartier juif de la vieille ville de Jérusalem et au cours du repas, les deux discutèrent durant des heures de l'économie des USA et d'Israël. Lorsque Netanyahu informa Romney de sa campagne personnelle visant à convaincre des fonds de retraite américains qui avaient des liens avec des entreprises travaillant avec l'Iran de retirer leurs investissements, Romney sacrifia son rolodex (classeur rotatif).

Avant de quitter Israël, il arrangea pour son ancien collègue plusieurs rencontres avec des fonctionnaires du gouvernement des Etats-Unis. «Je compris tout de suite la sagesse de sa pensée», dit Romney.

De retour au Massachusetts, Romney envoya des lettres à des députés, dans lesquelles il leur demandait de se défaire de

## Face à la détresse des peuples européens, la politique allemande envisage-t-elle de reprendre le pouvoir en Europe?

par Karl Müller

Alors que les difficultés sociales s'accroissent dans des pays comme la Grèce, le Portugal, l'Espagne, l'Irlande, l'Italie ou la France et qu'il faudrait glisser dans les relations entre les gens un peu d'humanité tant dans l'économie que dans la politique, les politiciens et le grand capital en Allemagne s'efforcent de prendre de l'extension et de conquérir les marchés. L'éthique sociale d'une économie de marché sociale, telle que l'avait décrite entre autre *Wilhelm Röpke* pendant la Seconde guerre mondiale alors qu'il se trouvait exilé en Suisse, l'éthique d'humanisme, de considération et de retenue y compris dans le monde de l'économie s'est perdue en Allemagne chez les responsables de la politique et de l'économie. On a affaire à la mégalomanie, au darwinisme social, au néolibéralisme. Les porte-paroles de cette tendance se nomment *Angela Merkel* et *Joachim Gauck*, mais aussi les chefs des Verts, et encore *Winfried Kretschmann*.

Joachim Gauck, le président de la République fédérale allemande nouvellement élu, a dans son discours inaugural, trouvé des mots de louanges pour les soixante-huitards. Il courtisait les cercles de ceux qui cherchent

à rompre avec les acquis de notre culture et notre civilisation. Gauck est un lien important entre le nihilisme des Verts actuels et la politique néolibérale et néo-conservatrice qui mise sur la guerre.

Il a rendu visite au Bade-Wurtemberg le 19 avril et tenu un discours au parlement régional (Landtag). Il exprima son respect pour [...] «l'esprit qui se manifeste ici dans le sud-ouest». Il a déclaré: «A Bade-Wurtemberg l'éducation nationale réussit.» La veille, le parlement régional avait voté une loi introduisant l'école unique (Gemeinschaftsschule) en tant qu'école régulière. Gauck a visité une école qui devrait devenir école unique dont la «conception pédagogique» provient de l'entrepreneur *Peter Fratton* de Romanshorn, prônant le fait que les élèves doivent se débrouiller plus ou moins seuls. Les porte-paroles relatifs à la politique de l'éducation des employeurs s'enflamment pour cette «conception pédagogique». On ne peut pas, selon eux, continuer à financer l'actuel système scolaire. Selon l'OCDE, qui s'est exprimée dans un texte publié au début d'avril sur la crise de l'endettement des Etats («Fiscal consolidation:

How much, how fast and by what means?», page 18 sqq.), les pays membres auraient deux domaines essentiels dans leurs budgets, dans lesquels on pourrait procéder à d'importantes économies, soit la santé et l'enseignement.

Mais ces deux domaines ne sont-ils pas taxés particulièrement de «justice sociale», «particulièrement intégratifs» et «démocratiques»? Que voilà de belles paroles, mais aussi de tromperie. Car, en fait, ils ont une «conception pédagogique» qui correspond très exactement au néolibéralisme et aux vieux projets de *Milton Friedman*. Dans ce cas, les élèves faibles seront écrasés, dans la mesure où les enseignants sur place n'arriveront pas à contrer les plans des Verts – et les plus forts pourront s'imposer sans retenue. On parle de solidarité, mais les nouvelles conceptions de l'éducation seront une désolidarisation. Est-ce vraiment cela que vise le gouvernement vert-rouge en présentant sous un jour favorable sa nouvelle «école», prétendant qu'elle serait particulièrement «performante»?

Gauck s'exprima ainsi devant le parlement régional de Bade-Wurtemberg: «Vous autres, de Bade-Wurtemberg, vous affrontez la concurrence internationale sans crainte. Le Bade-Wurtemberg est une région européenne, ayant un penchant pour l'Europe, ouverte au monde, ayant d'étroites relations avec ses voisins en France, en Suisse et en Autriche.» On peut se demander si Gauck pensait, avec le gouvernement vert-rouge de la région, ne plus respecter les frontières nationales et la souveraineté de ces voisins. Était-il d'avis que le chef du gouvernement régional, Kretschmann, avait l'intention de supprimer la souveraineté de ces pays au travers de sa conception de régionalisation?

Gauck a affirmé à plusieurs reprises qu'il voulait «plus d'Europe». Serait-ce plus d'Union européenne, dirigée par l'Allemagne? Il doit pouvoir présenter les projets allemands comme étant des projets européens. Il a plaidé à Bruxelles pour une politique étrangère uniquement «européenne». «L'esprit allemand sauvera le monde» – mais au jour d'aujourd'hui les affaires ne sont plus aussi simples. Toutefois, on devrait

pouvoir espérer une amélioration avec l'aide de *Winfried Kretschmann* qui se prononce aussi pour «plus d'Europe – entendant par là plus d'UE». Peu après avoir été nommé chef du gouvernement de Bade-Wurtemberg, il proposa de nommer *Joseph Fischer* comme candidat des Verts à la chancellerie. Ce dernier, en commun avec *Daniel Cohn-Bendit*, veut depuis plus de dix ans «plus d'Europe». Kretschmann était déjà chef du service des principes de Fischer lorsque ce dernier était ministre de l'Environnement en Hesse. Mais comme du temps de Fischer, en 1999, les Verts se trouvent en tête de la propagande guerrière allemande.

Le FESF et le MES, ainsi que les autres dispositions, tel que le pacte fiscal, sont une arme pour forcer la désolidarisation des peuples en Europe. On prétend ouvertement que les citoyens et citoyennes allemands sont tenus de s'engager pour les dettes des Grecs, des Italiens ou des Espagnols. C'est faux. On ne peut pas ignorer que ces populations ne toucheront pas un centime de ces milliers de milliards. Cet argent finira dans les caisses d'institutions financières, n'étant prévu que dans ce but. On ne sait toujours pas où sont allées les sommes allouées auparavant à divers instituts financiers. *Mikis Theodorakis* a donné quelques indications (cf. *Horizons et débats* n° 16 du 23/4/12). Les peuples doivent être appauvris – c'est ce qu'on veut tout particulièrement du côté allemand.

Joachim Gauck est un partisan du FESF, du MES et du pacte fiscal. Il a même prétendu, à Bruxelles, que les plaintes contre le projet du MES et du pacte fiscal n'avaient aucune chance d'aboutir auprès du tribunal constitutionnel fédéral allemand.

On a parlé pendant 50 ans du livre de *Fritz Fischer* «Griff nach der Weltmacht». Mais c'est passé. Avant la première guerre mondiale, l'empire allemand avait misé sur l'expansion, cherchant à se mettre en tête parmi les puissances impérialistes. Le résultat en fut 10 millions de morts. Le darwinisme social en était l'idéologie dominante. Est-il possible que les dirigeants allemands n'aient rien retenu des leçons de l'histoire? •

### «Fin d'un système scolaire»

#### Première visite du président de la République fédérale allemande Joachim Gauck dans le «Ländle» – Serait-ce pour donner un coup de pouce à une loi controversée?

ew. Le lendemain du «vote historique du Landtag de Stuttgart», le «Südkurier», quotidien de Constance, titrait un article «Fin d'un système scolaire» («Ende eines Schulsystems»). Pour ceux qui n'auraient pas encore mesuré l'importance de la nouvelle loi de la coalition rouge-verte, le «Südkurier» en livre un résumé concis et pertinent: L'école unique, dont beaucoup pensent que c'est une réforme scolaire comme les autres, est imposée de facto en tant qu'école régulière susceptible, comme le dit la loi, de «dépasser» le système scolaire traditionnel du Bade-Wurtemberg qui repose sur trois types d'écoles. Il est recommandé à chacun, même après le vote, d'étudier le texte de cette loi pour ensuite élever la voix contre un type d'antipédagogie que l'Allemagne n'avait plus connu depuis longtemps.

Dans ce contexte, l'itinéraire des premières visites officielles choisi par le Président fédéral nouvellement élu a réjoui *Kretschmann*, ministre-président vert du Bade-Wurtemberg, et irrité la CDU: La dernière étape a été pour *Boris Palmer*, maire vert de Tübingen, où *Gauck* a visité la «Geschwister-Scholl-Schule». Planifiée il y a longtemps comme une «Gesamtschule» (école unique regroupant collègue et lycée) «intégrée» mais devenue simplement «additive», elle est maintenant l'école modèle des Verts qui la présentent comme une «Gemeinschaftsschule» réussie. Selon le «Südkurier», c'est le «ministère d'Etat de Kretschmann qui a fixé les étapes de la visite de Gauck». Le Président serait-il devenu un propagandiste de la nouvelle loi scolaire? On a quelque peine à se défaire de cette impression car l'itinéraire avait été fixé longtemps avant la visite du Président, ce qui permettait de l'instrumentaliser, que Gauck le veuille ou non. Le chef du groupe parlementaire de la CDU *Peter Hauk* a déclaré pertinemment qu'il s'agissait d'un hommage aux Verts, que c'était ainsi qu'on s'imposait.

Rappelons-nous les leçons d'instruction civique, qui ont été supprimées depuis longtemps en Allemagne. Dans la Constitution de

Weimar, le président du Reich exerçait une fonction quasi impériale. L'article 48 lui permettait de se transformer en dictateur, ce qui se produisit en effet. Pour corriger cela, la Loi fondamentale allemande a fait de la fonction présidentielle une fonction purement représentative.

Mais il a une autre tâche, beaucoup plus importante: celle d'approuver les nouvelles lois fédérales par sa signature. S'il refuse de les signer, elles retournent devant le Bundestag. Comme elles doivent correspondre à l'esprit de la Constitution, la fonction de président est celle d'un protecteur de la Loi fondamentale. Cette fonction doit être exercée avec beaucoup de sensibilité, un sens aigu du droit constitutionnel et avec dignité. C'est pourquoi elle est au-dessus de toute politique partisane. Or que dire d'un titulaire de cette fonction suprême qui, dès sa première visite dans un Land, prend une position relevant de la politique partisane? Il est vrai que deux de ses prédécesseurs ont dû démissionner pour ne pas s'être montrés assez dociles. Gauck serait-il le Président qui convient?

«Nous montrons au Président ce qui marche, pas ce qui ne marche pas.» C'est en ces termes que Kretschmann a commenté le choix de la «Gemeinschaftsschule» en tant que lieu d'accueil du Président. Il s'agit là d'une outrecuidance incroyable au vu des résultats scolaires extrêmement bons des élèves du Bade-Wurtemberg. La comparaison des résultats des différents Länder est parlante. Notre système scolaire traditionnel, qui a fait ses preuves et est capable d'évoluer, s'est développé au cours des décennies et maintenant on le détruit d'un trait de plume. On ne pourra plus comparer les types d'écoles.

Les citoyens du Bade-Wurtemberg devraient adopter la solution choisie par les Hambourgeois. La volonté populaire s'opposerait ainsi à l'ingérence du pouvoir suprême dans un domaine qui, selon la Constitution, relève de la souveraineté des Länder. •

#### «Tranche de vie commune ...»

suite de la page 1

leurs investissements dans des fonds de pension d'entreprises faisant des affaires avec l'Iran.

Même si Netanyahu, qui suit assidûment la politique US, a essayé d'éviter toute remarque concernant une préférence lors de l'élection du président, durant cette campagne électorale il accorde, d'après des amis, une attention toute particulière au destin politique de Romney.

Et le Premier ministre maintient ouverts les canaux de communication avec le candi-

dat. Lorsque dans les sondages Gingrich prit la première place, un article qui expliquait pourquoi *Sheldon G. Adelson*, un directeur de casinos milliardaire et grand contributeur d'Israël avait consacré des millions de dollars au soutien de Gingrich, fit sursauter Netanyahu. L'article qualifiait Netanyahu et Adelson d'amis proches. Le bureau de Netanyahu transmet une information extrêmement urgente à *Dan Senor*, un conseiller dirigeant de Romney: Le Premier ministre n'avait joué aucun rôle dans la décision de Adelson de financer le rival de Romney. •

Source: *The International Herald Tribune* du 9/4/12 (Traduction *Horizons et débats*)

#### Trittin, inventeur de Gauck

hd. Le 21 février 2012, peu après qu'il fut clair que *Joachim Gauck* serait le candidat comme président de la République fédérale d'Allemagne commun de la CDU/CSU, du FDP, du SPD et des Verts, *Zeit-Online* a rappelé celui qui avait voulu faire de Gauck le président déjà en 2010: Le président de la fraction des Verts au Bundestag allemand, *Jürgen Trittin*. Et déjà dans le générique du début de l'article, *Zeit-Online* a ajouté à l'égard de Trittin: «Alors il s'est approché un peu plus de son but secret: noir-vert.»

*Jürgen Trittin*, déclare *Zeit-Online*, aurait été longtemps dans l'ombre de son rival *Joseph Fischer*. Trittin est désigné comme «commandant de l'influente aile gauche des Verts», qui «aurait dépassé depuis longtemps» Fischer sur un point: «en tant que personne qui tire les ficelles».

Trittin aurait – contre des résistances initiales chez les Verts et le SPD – découvert et imposé Gauck comme challenger de *Christian Wulff*. Gauck n'avait pas encore été élu en 2010, mais les dégâts pour la coalition noir-jaune étaient quand même grands. Car Gauck est resté le «président des coeurs».

Donc, ainsi écrit *Zeit-Online*, «Trittin peut encore une fois triompher: Gauck sera quand même président, le noir-jaune est considérablement endommagé».

Il est vrai que le FDP s'est d'abord réjoui d'avoir imposé Gauck aussi dans la coalition, mais ce serait seulement un pseudo-victoire: «Peut-être que le FDP a involontairement aidé *Merkel* et les Verts. Car Gauck est en vérité plutôt un candidat noir-vert.»

#### Gauck et Kretschmann: voyageurs en Israël

C'est aussi pour la joie de *Winfried Kretschmann* (Les Verts) que le nouveau Président de la République fédérale d'Allemagne, *Joachim Gauck* (indépendant), va commencer ses premières visites officielles dans les Etats-régions jeudi en raison du 60<sup>ème</sup> anniversaire du Bade-Wurtemberg. Plus précisément: Dans la partie du Wurtemberg. Par contre le ministère d'Etat de Stuttgart ne va pas trop se réjouir d'un autre projet de voyage du président de la République fédérale. Evidemment, Gauck veut rendre visite à Israël dans le même laps de temps que Kretschmann. Le ministre-président du Bade-Wurtemberg voyage avec une délégation du 28 mai au 2 juin en Israël et dans les régions palestiniennes. L'administration de la présidence de la République fédérale communique qu'une date pour le voyage de Gauck n'est pas

encore fixée. Par contre le «*Leipziger Volkszeitung*» informe que la première visite officielle du président de la République fédérale en Israël, qui fait suite à une invitation du président de l'Etat *Shimon Peres*, serait planifiée pour fin mai. Ainsi le président fédéral, non seulement, ferait de l'ombre publiquement à la visite du chef de gouvernement du Bade-Wurtemberg. Mais il pourrait aussi rendre plus difficile la recherche d'interlocuteurs de haut rang du politicien vert. Gauck, ainsi que Kretschmann, avaient du reste mis Israël sur leur liste de voyage déjà avant la querelle acharnée au sujet du poème du prix Nobel *Günter Grass*, soi-disant rédigé avec la dernière encre de l'écrivain.

Source: [www.swp.de/ulm/nachrichten/suedwestumschau/STUTTGAERTER-SZENE-vom-13-April;art4319,1417386](http://www.swp.de/ulm/nachrichten/suedwestumschau/STUTTGAERTER-SZENE-vom-13-April;art4319,1417386)

# Libertés civiques en Amérique: Le «Grand Frère» devient de plus en plus grand

par Jack A. Smith

La surveillance par le gouvernement et les violations de la sphère privée des citoyens américains étaient déjà assez grave à l'époque de *Bush*, mais elles deviennent pires dans les années *Obama*.

Beaucoup d'excès du président George W. Bush comme le *Patriot Act* ne sont pas seulement maintenus, mais l'ère du président Barack Obama fait apparaître sans cesse de nouvelles informations concernant l'affaiblissement des libertés civiques par le gouvernement fédéral, les tribunaux et les divers corps de police.

Le 2 avril, la *Supreme Court* a ajouté à la violation des droits de la personnalité une injustice judiciaire en décidant par 5 voix contre 4 que des fonctionnaires de prisons peuvent procéder à une fouille corporelle chez chacun qui se fait arrêter et amener en prison pour n'importe quelle infraction, même pour des bagatelles, et même s'il vient seulement pour une audition ou une audience. Monsieur le juge *Anthony M. Kennedy* s'est joint aux quatre juges ultraconservateurs.

D'après la déclaration de *Steven R. Shapiro* de l'*American Civil Liberty Union* ACLU (association nationale pour les libertés civiques) «cette décision viole la sphère privée des millions de personnes qui sont arrêtées chaque année et amenées en pri-

son, souvent pour des infractions minimales. Etre forcé à se déshabiller complètement est une expérience humiliante que personne ne devrait subir sans soupçons fondés.»

Un jour avant le scandale de la fouille corporelle, le «*New York Times*» a rapporté que «la surveillance de téléphones portables par le service de détention [...] est devenue un instrument de surveillance puissant et utilisé largement par les agents de polices locaux, dans des centaines de petits et grands services qui, comme des documents le prouvent, l'utilisent souvent de manière agressive et sans surveillance juridique [...]. Un manuel pour la formation de policiers décrit les téléphones portables comme «le biographe effectif de nos activités quotidiennes.»

D'autres violations des droits civiques arrivent de plus en plus souvent, mais le tollé public s'est tu en grande partie, ce qui signifie un encouragement pour l'administration à aller plus loin. Le 23 mars, l'ACLU rapporte: «L'administration Obama a prolongé pour le *National Counterterrorism Center* (NCTC) la durée de récolte et de mémorisation des données de citoyens et habitants des USA de 180 jours à 5 ans, même si ces personnes n'ont pas de relations supposées avec des terroristes. Les nouvelles directives NCTC, autorisées par le ministre de la Justice *Eric Holder*, donnent aux services secrets un

accès beaucoup plus étendu aux informations sur les Américains, gardées dans les diverses banques de données de l'Etat ...

L'autorisation de mémoriser des informations «à durée limitée» pendant 5 ans, sur les citoyens et les habitants qui n'ont aucune relation avec le terrorisme, élimine les conditions qui empêchent une collection complète de nos données personnelles par le gouvernement, et expose tous les Américains au risque d'un contrôle injustifié. Une telle collection illimitée menace de faire revivre le *Total Information-Awareness Programme* de l'administration Bush, aboli par le congrès en 2003.»

La nouvelle n'a apparemment pas été vraiment époustouflante. *Tom Engelhardt* a écrit le 4 avril: «Pour la plupart des Américains cela correspondait tout simplement à la vie que nous connaissions depuis le 11 septembre 2001, depuis que nous avons une peur mortelle et que nous avons accepté qu'à peu près tout est possible, tant que cela nous protège des terroristes. Des informations ou des désinformations fondamentales – qui portent possiblement sur toi – devront être sauvegardées pendant cinq ans – ou bien jusqu'à ce qu'un ministre de la Justice ou un directeur du service secret intérieur croie qu'il serait plus pratique et plus effectif de te garder pour dix ans, vingt ans, ou même jusqu'à la mort

dans ces dossiers – et cela n'a même pas fait de vagues.»

Une semaine auparavant, de nouvelles informations sur l'interprétation secrète du *Patriot Act* par Washington ont été dévoilées. La plupart des Américains ne connaissent que la version officielle de cette loi sournoise du gouvernement Bush que le congrès a voté dans un véritable accès de panique peu après le 11-Septembre. La Maison Blanche et les dirigeants au Congrès et au département de la justice ont un entendement secret sur les futurs buts et l'application du *Patriot Act*.

*Alex Abdo*, du projet de sécurité nationale de l'ACLU, a dévoilé le 16 mars:

«Le gouvernement vient d'affirmer officiellement ce que nous supposions depuis longtemps: Il existe des prises de position secrètes du département de la justice concernant le paragraphe 215 du *Patriot Act* qui permet au gouvernement d'obtenir des décrets secrets d'un tribunal spécial de surveillance (Tribunal FISA) demandant aux prestataires d'Internet et d'autres entreprises de livrer «toutes choses saisissables».

Hier, tard dans la nuit, nous avons reçu du gouvernement la première pile de documents en réponse à notre demande concernant le *Freedom of Information Act*, sur tous

Suite page 4

Suisse

## Armée de milice et responsabilité: Où le Département de la Défense en est-il ?

### Lettre au directeur du Département fédéral de la Défense

me. La semaine dernière, nous avons publié le texte d'une conférence de l'ancien commandant de corps suisse *Heinz Häsler* (général trois étoiles) qui, dans le contexte de l'initiative populaire sur l'abolition de l'armée de milice, a présenté les précieux avantages de cette armée. Quant à nous, nous avons montré que le Département de la Défense, ou du moins quelques-uns de ses fonctionnaires soutiennent malheureusement l'initiative et créent la confusion.

*Horizons et débats* appelle à un débat sur le sujet «L'armée de milice aujourd'hui et demain» et souhaite que les lecteurs qui ont ou n'ont pas l'expérience de l'armée nous fassent part de leurs réflexions. Par exemple concernant l'importance du système de milice pour la formation de la personnalité des jeunes citoyens (apprendre à connaître le pays tout entier, utiliser ses connaissances des langues nationales, vivre les différentes cultures du pays, développer des liens humains et apprendre à connaître la manière de penser et de ressentir des autres couches sociales, etc.). Nous aimerions aussi que d'autres contributions éclairent nos lecteurs sous

l'angle économique, qu'on nous dise quels sont les avantages de l'armée de milice pour les économies locales (beaucoup de cadres ont appliqué les mêmes principes d'évaluation des situations, d'analyse des problèmes et de direction. Ils savent gérer systématiquement les problèmes civils et connaissent leurs limites dans des situations de stress.) De même, des contributions qui évoquent le sentiment de solidarité au sein de la vie communale, etc. enrichiront le débat.

Nous commençons par une lettre adressée au conseiller fédéral *Ueli Maurer* qui peut être considérée comme une réaction à l'article de *Heinz Häsler*. Elle est due à la plume d'un ancien cadre d'une grande banque d'inspiration traditionnelle qui, à la fin de sa carrière militaire, fut officier du renseignement d'une division et qui vécut le principe de milice. Il confirme l'impression ambiguë que produit aujourd'hui le Département fédéral de la Défense sur des citoyens attentifs et il exige des politiques qu'ils assument leurs responsabilités, qu'ils cessent de mentir et respectent les principes constitutionnels. Nous publions ci-après la traduction de la lettre ouverte originale.

Felix Meier

Monsieur le conseiller fédéral Ueli Maurer  
Direction du DDPS  
Palais fédéral  
3003 Berne

Schönenberg, le 19 avril 2012

Monsieur le Conseiller fédéral,

Après l'appel que vous avez, lors de l'assemblée générale de la Société suisse des officiers, lancé aux officiers pour qu'ils assument constamment en tant que citoyens leurs fonctions de leaders et les soumettent à une critique impitoyable quand la politique militaire et de sécurité va dans une mauvaise direction. Après un entretien téléphonique, il y a quelques jours, avec l'un de vos officiers de carrière sur l'état de notre armée, je me permets de citer quelques-uns de ses propos littéralement :

«La mise à la ferraille des chars de grenadiers M113 est due à une mauvaise décision de *Jakob Baumann*. C'est incompréhensible. Nous utilisons encore les M113 chez les sapeurs et dans l'artillerie. On en utilise un grand nombre dans le monde entier. Et le chasseur de chars serait déjà en question. Ce sera le prochain à être sacrifié.»

En résumé, il m'a dit: «A Berne, les experts du DDPS mentent effrontément aux généraux.»

Les membres des troupes de blindés qui observent la mise à la ferraille des M113 et qui la documentent par des photos déclarent ce qui suit: Les M113 sont en état de marche. Les nouveaux(!) moteurs démarrent sans problèmes après l'installation des batteries. Contrairement à ce que certains prétendent, les canons sont encore montés. Il n'y a pas d'engins «rouillés», comme on veut nous le faire croire. L'aluminium ne rouille pas.

Selon votre officier de carrière, «même si, sur les champs de bataille, le M113 ne fait peut-être plus le poids face aux chars, il convient parfaitement au transport de troupes d'infanterie.»

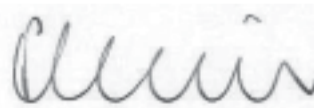
La crédibilité de notre politique militaire est en danger. On en a assez des erreurs de vos collaborateurs, également en ce qui concerne le nouvel avion de combat Gripen. Vous et moi avons appris lors de notre formation de commandement militaire que diriger veut dire assumer ses responsabilités.

Notre armée a des citoyens en uniforme désireux d'accomplir leur service. Ils ont notamment besoin d'un matériel adéquat. Et ils attendent des directives claires non seulement de la part de l'armée mais aussi des politiques.

Notre Constitution définit la sécurité pour notre pays. Nier la Constitution en empêchant par exemple le maintien de la souveraineté de l'espace aérien en n'effectuant pas les achats nécessaires est un crime de trahison qui signifie que les politiques ne font pas leur travail.

Monsieur le Conseiller fédéral, dirigez, assumez vos responsabilités.

Tout en vous remerciant, je vous prie d'agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, mes salutations distinguées.



Felix Meier, colonel à la retraite, (ex-président de l'Association suisse des officiers de renseignement)

Copies à:

MM. les conseillers aux Etats (par ordre alphabétique) Hans Altherr, Hans Hess, Filippo Lombardi, Hannes Germann, Felix Gutzwiller

MM. les conseillers nationaux (par ordre alphabétique) Adrian Amstutz, Christoph Blocher, Toni Brunner, Thomas Hurter, Hansjörg Walter, ex-conseiller national Ulrich Schlüer

la Société suisse des officiers, br Denis Froidevaux, vice-président

l'ASMZ, colonel Peter Schneider

la Société Suisse des sous-officiers, Adj sof Alfons Cadario

Der Schweizer Soldat, colonel Peter Forster

VSN, plt d'état-major à la retraite N. Büchi

VSWW, colonel d'état-major G. Heuberger

Pro Militia, colonel d'état-major Henri Wirz

Giardino, plt à la retraite Hermann Suter-Lang

## «Déverse ta colère!»

par Uri Avnery

hd. Les manipulations des bellicistes des médias européens font que, depuis une année environ, on n'entend plus guère les voix de la gauche israélienne et des écrivains juifs pacifistes. On est obligé de les chercher.

J'écris ces mots ce soir vendredi, la veille de Pessah. Au même moment, dans le monde entier, des millions de juifs sont réunis autour de la table familiale, dans la cérémonie de Seder, lisant à voix haute le même livre: la Haggadah, qui raconte l'histoire de l'Exode d'Égypte.

L'impact de ce livre dans la vie juive est immense. Tous les juifs prennent part à cette cérémonie depuis la plus tendre enfance et ont un rôle actif dans le rituel. Où qu'ils soient, tout au long de sa vie, le juif, homme ou femme, garde le souvenir de la chaleur et de la convivialité de la famille, l'atmosphère merveilleuse – et le message transmis par le texte, qu'il soit évident ou subliminal.

Celui qui inventa, il y a des siècles, la cérémonie de Seder («ordre»), était un génie. Tous les sens sont sollicités: vue, ouïe, toucher, goût. Elle consiste à partager un repas selon les rites, boire quatre verres de vin, toucher divers objets symboliques, jouer avec les enfants (il faut trouver un morceau caché du Matzo – pain azyme). Tout ceci se termine par des chants religieux. L'effet est presque magique.

Plus que tout autre texte juif, la Haggadah forme l'esprit, ou plutôt l'inconscient, juif, aujourd'hui comme par le passé, et influence notre comportement collectif et la politique nationale israélienne.

Les façons d'appréhender ce livre sont nombreuses.

*Sur le plan littéraire:* En tant qu'œuvre littéraire, la Haggadah est une œuvre relativement mineure. Le texte est dénué de toute beauté, répétitif, plat et plein de banalités.

Cela peut être surprenant. La Bible hébraïque – la Bible en hébreu – est une œuvre à la beauté unique. De nombreux passages sont d'une beauté prenante. Les sommets de la culture occidentale – *Homère, Shakespeare, Goethe, Tolstoï* – ne lui arrivent pas à la cheville. Même les textes religieux juifs qui ont suivi – la Misnah, le Talmud, etc. – s'ils ne sont pas aussi enthousiasmants, contiennent des passages ayant un intérêt littéraire. La Haggadah n'en a aucun. C'est un texte uniquement destiné à l'endoctrinement.

*Sur le plan historique,* il n'y a rien. Bien que le texte prétende raconter l'Histoire, la Haggadah n'a rien à voir avec l'Histoire véritable.

L'Exode n'a jamais eu lieu, cela ne fait plus aucun doute. Ni l'Exode, ni l'errance dans le désert, ni même la conquête de Canaan.

Les Égyptiens étaient des chroniqueurs obsessionnels. Des dizaines de milliers de tablettes ont déjà été décryptées. Qu'un événement comme l'Exode se soit passé sans être abondamment relaté n'aurait pas été possible. Qu'il s'agisse du départ de 600 000 per-

sonnes, comme la Bible le dit, ou de 60 000, ou même de 6 000. En particulier quand pendant la fuite, tout un contingent de l'armée égyptienne, y compris les chars de combat se noient. Il en est de même pour la Conquête. En raison d'inquiétudes sécuritaires exacerbées, les Égyptiens – qui avaient déjà subi une invasion cananéenne – avaient recours à une multitude d'espions, voyageurs, marchands et autres, pour suivre de près les événements chez leurs voisins de Canaan, dans toutes ses villes et en permanence. Une invasion de Canaan, aussi mineure soit-elle, aurait été mentionnée. Or, si l'on excepte les incursions épisodiques des tribus bédouines, rien n'a été consigné.

De plus, les villes égyptiennes mentionnées par la Bible n'existaient pas à l'époque où l'événement est censé avoir eu lieu. Elles existaient cependant lorsque la Bible a été écrite, au 1<sup>er</sup> ou 2<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ.

Il va sans dire qu'après une centaine d'années de recherches archéologiques intenses par de fervents chrétiens et des sionistes zélotes, pas l'ombre d'une preuve de la conquête de Canaan n'a été trouvée (pas plus qu'il n'y a de preuve que les royaumes de Saül, David, ou Salomon aient jamais existé.)

Mais tout ceci est-il réellement important? Pas du tout.

L'histoire de Pessah ne tient pas son immense pouvoir de quelque prétention historique que ce soit. C'est un mythe qui marque l'imagination, un mythe qui est la base d'une grande religion, un mythe qui conditionne le comportement des gens jusqu'à aujourd'hui. Sans cette histoire de l'Exode, il n'y aurait probablement pas d'Etat d'Israël aujourd'hui, et certainement pas en Palestine.

*Sur le plan de son influence.* On peut lire l'histoire de l'Exode comme un brillant exemple de tout ce qui est bon et source d'inspiration dans les annales de l'Humanité.

C'est l'histoire d'un petit peuple sans pouvoir qui se soulève contre une tyrannie brutale, brise ses chaînes et obtient une nouvelle patrie, créant par la même un nouveau code moral révolutionnaire.

De ce point de vue, l'Exode est une victoire de l'esprit, une inspiration pour tous les peuples opprimés. De fait, il a joué ce rôle de nombreuses fois dans le passé. Les Pères Pèlerins, fondateurs de la nation américaine, s'en inspirèrent, de même que de nombreux rebelles à travers l'Histoire.

*D'un autre point de vue:* Si on lit attentivement la Bible, sans les œillères de la religion, certains aspects alimentent d'autres pensées.

Prenons pour exemple les Dix Plaies d'Égypte. Pourquoi l'ensemble du peuple égyptien aurait-il été puni pour les méfaits du seul tyran, Pharaon? Pourquoi Dieu, en tant que Conseil de sécurité divin, lui aurait-il imposé de cruelles sanctions, en polluant son eau avec du sang, en détruisant ses cultures avec la grêle et les sauterelles, et comment, de façon encore plus horrible, un Dieu misé-

ricordieux aurait-il pu envoyer ses anges exterminer chaque fils premier né égyptien?

En quittant l'Égypte, les Israélites furent encouragés à voler les propriétés de leurs voisins.

Il est plutôt curieux que le narrateur de la Bible, qui était certainement profondément religieux, n'ait pas omis ce détail. Et ceci à peine quelques semaines après qu'aient été confiés personnellement par Dieu aux Israélites les Dix Commandement parmi lesquels «Tu ne voleras point».

Personne ne semble prêter beaucoup d'attention à l'aspect éthique de la conquête de Canaan. Dieu promet aux enfants d'Israël une terre qui était la patrie d'autres peuples. Il leur dit de tuer ces peuples, leur donnant pour ordre express de commettre un génocide. Pour une raison quelconque, il désigna le peuple d'Amalek, ordonnant aux Israélites de les éradiquer tous. Ensuite, le glorieux roi Saül fut détrôné par Son prophète parce qu'il s'était montré clément en ne tuant pas ses prisonniers de guerre, hommes, femmes et enfants amalékites.

Certes, ces textes furent écrits par des gens ayant vécu il y a très longtemps, quand les morales des individus et des nations étaient différentes, comme l'étaient les lois de la guerre. Mais la Haggadah est récitée, aujourd'hui comme hier, sans esprit critique, sans réflexion sur ces aspects horribles. Le commandement de commettre un génocide contre la population non-juive de Palestine est prise à la lettre par de nombreux professeurs et élèves, particulièrement dans les écoles religieuses israéliennes aujourd'hui.

*L'endoctrinement:* Tel est la conclusion de ces réflexions.

Deux phrases dans la Haggadah ont toujours eu, et ont encore, un profond impact sur le présent.

La première est l'idée centrale sur laquelle presque tous les juifs fondent leur conception de l'Histoire: «A chaque génération, ils se dressent contre nous pour nous détruire.»

Ceci ne s'applique pas à une époque spécifique ou à un lieu spécifique. On considère cette phrase comme une vérité éternelle qui s'applique en tous lieux et en tous temps. «Ils est le monde extérieur, tous les non-juifs, partout. Les enfants l'entendent sur les genoux de leur père le soir du Seder, bien avant de pouvoir lire et écrire, c'est ce qu'ils entendent et qu'ils récitent tous les ans pendant des décennies. Cette phrase exprime la conviction profonde, consciente ou inconsciente, de presque tous les Juifs, qu'ils soient à Los Angeles en Californie, ou à Lod en Israël. Elle conditionne sans aucun doute la politique de l'Etat d'Israël.

La deuxième phrase, complémentaire à la première, est une supplique à Dieu: «Déverse Ta colère sur les nations qui ne Te reconnaissent pas ... car ils ont dévoré Jacob et dévasté son habitation. Déverse Ton courroux sur eux! Poursuis-les de Ta colère et détruis-les de dessous les cieux de l'Éternel.»

Le terme «nations» dans ce texte a une double signification. Le mot en hébreu est «goyim», un terme en hébreu ancien désignant «des peuples». Même les Enfants d'Israël à l'origine étaient appelés un «Goy sacré». Mais au cours des siècles, le mot a pris un autre sens et s'entend comme se référant à tous les non-juifs, avec un sens tout à fait péjoratif. (Comme le dit la chanson yiddish «Oy, Oy, Oy, le goy est un ivrogne.»)

Pour une compréhension correcte de ce texte, il ne faut pas oublier qu'il fut écrit comme le cri du cœur d'un peuple persécuté et sans défense qui n'avait aucun moyen de se venger de ses tortionnaires. Dans un élan d'allégresse propice à la soirée joyeuse de Seder, ils doivent exprimer leur foi en Dieu et l'implorer de faire justice à leur place.

(Pendant le rituel de Seder, on laisse toujours la porte de la maison ouverte. Officiellement, cela permet au Prophète *Elie* d'entrer, si par miracle il ressuscitait. En réalité, cela permet aux goys de regarder à l'intérieur, de façon à pouvoir réfuter la calomnie antisémite selon laquelle les juifs fabriquent leur pain azyme à Pessah avec le sang des enfants chrétiens kidnappés.)

### La fondation de l'Etat d'Israël a complètement changé la situation

*La leçon:* Dans la Diaspora, cette aspiration à la vengeance fut à la fois compréhensible et inefficace. Mais la fondation de l'Etat d'Israël a complètement changé la situation. En Israël les Juifs sont loin d'être sans défense. Nous n'avons pas besoin de compter sur Dieu pour nous venger des maux que nous avons subis, passés ou présents, réels ou imaginaires. Nous pouvons déverser notre colère nous-mêmes, sur nos voisins, les Palestiniens et autres Arabes, sur nos minorités, sur nos victimes.

C'est le véritable danger de la Haggadah, telle que je la conçois. Elle fut écrite par et pour des juifs sans défense en danger perpétuel. Elle leur apportait réconfort une fois par an, leur donnait un sentiment de sécurité au moins pendant un moment, sous la protection de leur Dieu, au sein de leur famille.

Prise hors contexte et appliquée à une nouvelle situation complètement différente, elle peut nous mener sur un chemin néfaste. En nous disant que tout le monde veut nous détruire, hier et demain davantage, nous considérons la diatribe grandiloquente d'une grande gueule iranienne comme étant la preuve vivante de la validité de cette vieille maxime. Ils veulent nous tuer, donc nous devons, selon l'autre vieille injonction juive, les tuer avant qu'ils ne le fassent.

Ainsi, en cette soirée de Seder, laissons nos sentiments être guidés par le côté noble, exaltant de la Haggadah, ce côté qui fait que les esclaves se soulèvent contre la tyrannie et prennent leur destin en main, et non pas le côté déversoir de la colère. ●

Source: [www.france-palestine.org/Deverse-ta-colere](http://www.france-palestine.org/Deverse-ta-colere), traduit par AFPS, du 9/4/12

### «Libertés civiques en Amérique ...»

suite de la page 3

les dossiers concernant l'interprétation juridique du paragraphe 215. Les dossiers libérés concordent avec toute une série de mises en garde de la part de deux sénateurs au sujet de l'interprétation secrète de la loi par le gouvernement. D'après les observations des deux sénateurs, cette interprétation ne choquerait pas seulement l'Américain moyen, mais même leurs collègues dans le législatif ne siégeant pas dans un comité des services secrets.

Nous sommes encore en train d'évaluer les documents, mais nous n'en attendons cependant pas trop en vue d'une déclaration quelque peu probante du gouvernement sur leur accaparement secrète du *Patriot Act*.

Les sénateurs participants n'ont pas été nommés, mais c'étaient *Ron Wyden* (démocrate, Oregon) et *Mark Udall* (démocrate, Colorado), qui tous deux, ont rendu public le *Patriot Act* secret en mai dernier. Wyden a déclaré alors: «Si la population américaine découvre comment leur gouvernement a secrètement interprété le *Patriot Act*, elle

sera stupéfaite et elle sera scandalisée.» Udall a répété: «Les Américains seraient alarmés s'ils savaient comment cette loi est réalisée.»

Le gouvernement Obama n'a pas essayé d'affaiblir le *Patriot Act* ni de l'abolir. Les dix dernières années et demie, depuis la votation de la loi, elle n'a été que renforcée, et l'on a libéré la voie pour d'autres lois qui attaquent les libertés civiques et renforcent la surveillance de l'Etat.

Il y a trois mois, par exemple, Obama a signé le *National Defense Authorization Act* (NDAA), qui contient le droit mondialement illimité de l'arrestation, ce qui permet à l'armée américaine de mettre en prison des étrangers et des citoyens des USA sans accusation et sans procédure juridique.

C'est justement le mois dernier que le magazine *Wired* a dévoilé des détails sur la façon dont la *National Security Agency* NSA [le plus grand service secret des USA, qui est actif dans le monde entier] «a installé sournoisement à Bluffdale, Utah, le plus grand centre d'espionnage du pays».

Le journaliste d'investigation *James Bamford* a écrit que la NSA a établi des postes d'écoute partout aux USA pour récolter des

millions de messages courriel et d'appels téléphoniques et les fouiller, qu'ils proviennent des USA ou de l'étranger. Le centre de surveillance à Utah saisira des banques de données énormes pour mémoriser toutes sortes de communications collectées par l'Agency. Avant, la NSA avait nié qu'un espionnage ait lieu à l'intérieur du pays.

Dans son article, Bamford cite un ancien fonctionnaire de la NSA qui «a bien serré son pouce et son index» en disant: «C'est ça la distance qui nous sépare d'un Etat totalitaire.»

L'*Associated Press* a poursuivi la police new-yorkaise pendant plusieurs mois pour dévoiler ses activités d'espionnage à l'intérieur de l'Etat. Le 23 mars, elle a rapporté que les «fonctionnaires de la police de la ville de New York ont participé sous couvert [pendant des années] à des réunions d'organisations politiques libérales et maintenu des dossiers de services secrets sur les activistes qui ont planifié des protestations partout dans le pays; cela ressort d'interviews et de documents qui montrent comment la police se sert de tactiques de combat contre le terrorisme pour surveiller même des activités légales.»

Quelques-unes des ces activités d'espionnage ont eu lieu très loin de New York – dans un des cas à la Nouvelle Orléans.

Dans un commentaire concernant les nouvelles directives qui permettent à Washington «de garder tes données personnelles pendant 5 ans», le journal satirique *Ironic Times* écrit le 26 mars: «Si vous n'êtes coupable d'aucun acte punissable et vous n'avez jamais eu des dettes d'argent, et vous n'avez pas de nom qui ressemblerait au nom de quelqu'un qui a eu des difficultés ou qui a eu des dettes, et que ces cinq ans à venir il n'y a absolument pas de panne d'ordinateur dans le système électronique suranné du gouvernement, alors vous n'avez aucune raison de vous faire du souci.»

La population d'Amérique a bien sûr beaucoup de raisons de se faire du souci, depuis que les deux partis politiques au pouvoir se sont mis d'accord pour pénétrer plus profondément dans la vie privée et dans les affaires politiques des citoyens des USA. L'unique recours pour le peuple c'est de renforcer les activités au nom des libertés civiques. ●

Source: *Global Research* du 10/4/12

(Traduction *Horizons et débats*)

## «Projeter, préparer, déclencher une guerre d'agression» est un crime «contre la paix»

thk. Après les horreurs des deux guerres mondiales du siècle dernier et leurs conséquences atroces sur les hommes et l'environnement que de nombreuses personnes ressentent encore aujourd'hui, l'humanité a pris la décision «de préserver les générations futures du fléau de la guerre».<sup>1</sup>

Animés par ce principe et par le refus fondamental de la guerre, compte tenu des atrocités souffrantes entraînées par la guerre, les représentants des divers pays se sont réunis et ont créé, avec la *Charte des Nations Unies*, la *Déclaration universelle des droits de l'homme* et le *droit international humanitaire*, en particulier les III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> *Conventions de Genève*, des instruments qui permettent une coexistence pacifique des hommes s'ils sont appliqués dans leur esprit et leur lettre.

Les générations de nos parents et grands-parents étaient conscientes de ce que cela

voulait dire que des hommes, des pays, voire des continents soient entraînés dans une guerre; c'est pourquoi ils ont lutté pour trouver des moyens de résoudre pacifiquement les conflits qui peuvent éclater entre des nations. Chaque Etat qui veut devenir membre de l'ONU doit signer la *Charte des Nations Unies* et la *Déclaration universelle des droits de l'homme* et est tenu de les respecter. Le droit international exige de tous les Etats qu'ils participent au règlement pacifique des conflits interétatiques et empêchent la violence. Une intervention militaire n'est légitime qu'en cas de défense, mais seulement dans un cadre juridique très restreint, comme le stipule l'article 51 de la Charte.

Après la Seconde Guerre mondiale ont eu lieu, entre 1945 et 1946 à Nuremberg, des procès contre les dirigeants nazis. Le procureur en chef était le juge américain *Robert*

*Jackson*, qui a défini les *Principes de Nuremberg* – lesquels ont constitué le fondement de la condamnation des accusés pour crimes de guerre – et qui déclara que les générations futures seraient jugées selon ces critères.

Le principal «crime contre la paix» était le suivant: «Projeter, préparer, déclencher ou poursuivre une guerre d'agression ou une guerre faite en violation de traités, accords et engagements internationaux».<sup>2</sup>

En 1950, les membres des Nations Unies ont intégré les Principes de Nuremberg dans le canon du droit international de l'ONU, si bien qu'ils acquièrent un caractère contraignant pour les Etats membres. Comme de nos jours presque tous les Etats du monde sont membres de l'ONU, ses règles internationales ont cours dans le monde entier. Au début des années 1970, l'ONU a créé un autre instrument avec le *Pacte international*

*relatif aux droits civils et politiques*, signé jusqu'ici par 167 Etats, en particulier avec l'article 20, qui doit être au service de la paix: «Toute propagande en faveur de la guerre est interdite par la loi».<sup>3</sup>

Avec ces instruments du droit international, l'humanité s'est donné des règles claires pour une coexistence pacifique des peuples. La Charte de l'ONU est valable sans discrimination ni exception dans tous les pays. Aucun Etat ne peut revendiquer pour lui une réglementation d'exception, que ce soit en vertu de sa situation géographique, économique, sociale ou de son histoire. Tous les Etats sont égaux devant la loi. •

<sup>1</sup> Préambule de la Charte des Nations Unies

<sup>2</sup> Principes de Nuremberg

<sup>3</sup> Pacte international relatif aux droits civils et politiques

## La Serbie, hier et aujourd'hui

par Mirjana Andjelkovic Lukic

On ne peut pas parler de la Serbie sans mentionner les derniers bombardements qui sont la cause de tous les problèmes actuels.

C'est il y a exactement 13 ans, le 24 mars 1999 à 20h45 que commencèrent les bombardements de la Serbie. Le premier retour des avions de l'OTAN à Aviano, en Italie, fut salué dans une ambiance de fête. On félicita les pilotes d'avoir atteint leurs cibles avec une précision chirurgicale. On était fier de montrer des images de villages et de villes enveloppés dans des nuages de fumée, de maisons détruites, des premières victimes en pleurs.

### Le rôle joué par l'Allemagne

Au XX<sup>e</sup> siècle, les Serbes ont été attaqués trois fois par l'Allemagne qui leur a infligé des dommages humains et matériels très importants. Comme en 1941, lorsque l'Allemagne bombardait Belgrade très tôt le matin du 6 avril sans déclaration de guerre, les forces de l'OTAN ont attaqué la Serbie cette fois aussi sans prévenir. Et les Allemands étaient cette fois aussi de la partie. Ils ont à nouveau survolé le pays qu'ils connaissaient bien depuis les deux guerres mondiales. Belgrade est la seule capitale qui ait été bombardée plus de 40 fois depuis qu'elle existe.

La décision d'attaquer a été préparée en Allemagne par *Schröder*, *Fischer* et *Scharping*. Comme les raisons réelles manquaient, ils ont eu recours à de gros mensonges, comme celui d'un massacre de la population civile à Racak, puis celui d'une déportation massive de la population albanaise, laquelle était en réalité en fuite parce qu'elle avait été informée de l'attaque de notre pays par les pays occidentaux.

Pour justifier la guerre, *Scharping* prétendit que les Serbes avaient transformé le stade de football de Pristina en un camp de concentration. Or il n'y a jamais eu de preuve de cette affirmation.

En plus de ces mensonges, on évoqua un projet supposé des Serbes visant à torturer et à chasser la population albanaise qu'on avait remis à *Scharping* en langue serbe. Mais on négligea le fait que ce document, du nom de *Plan Fer à cheval*, avait été rédigé en croate.

### «Des termes à forte charge affective ... un magnifique bluff»

La campagne que *Ruder Finn* avait lancée en août 1992 quand les premiers rapports médiatiques de l'Occident sur les camps de prisonniers en Bosnie ont été publiés fut lourde de conséquences, en particulier pour la perception et l'évaluation non seulement de la guerre en Bosnie mais aussi du conflit du Kosovo. Selon les informations de *James Harff*, l'agence de communication réussit à gagner les milieux juifs des Etats-Unis à la cause des Bosniaques en suggérant un parallèle entre les événements de la guerre en Bosnie et la Shoah.

*James Harff* a déclaré que son plus grand succès de communication fut le fait qu'il ait réussi, pendant la guerre en Bosnie, à «attirer les juifs dans notre camp» (d'après *Merlino*, 1999). Et en août 1992, trois des plus grandes organisations juives américaines publièrent effectivement une annonce de protestation d'une page dans le «*New York Times*». Elles y com-

paraient les Serbes aux Nazis et les Bosniaques aux juifs. Après, selon *Harff*, il se passa la chose suivante:

«Ce fut un magnifique bluff de faire en sorte que les juifs prennent parti pour les Bosniaques. D'un coup, nous pouvions mettre sur le même plan les Serbes et les Nazis dans l'opinion publique. [...] Il y eut immédiatement un changement visible dans le langage des médias, on avait recours à des termes à forte charge affective: épuration ethnique, camps de concentration etc. et cela évoquait un parallèle avec l'Allemagne nazie, les chambres à gaz et Auschwitz. La charge émotive était si forte que personne n'osait s'y opposer de peur d'être accusé de révisionnisme. Nous avons fait mouche.»

Source: *Jürg Becker/Mira Beham, Operation Balkan: Werbung für Krieg und Tod. ISBN 978-3-8329-3591-7, p. 42 sqq.*

(Traduction *Horizons et débats*)

Or personne en Serbie ne connaissait ce document. En outre, un Serbe n'écrit jamais en croate. On négligea également les rapports des officiers allemands et les dires de nombreux témoins oculaires qui cherchaient à faire savoir que c'était un mensonge.

*Helena Ranta*, membre finlandaise de la Commission d'enquête sur les événements de Racak, a été une des responsables des mensonges à propos de Racak. Dans sa biographie, elle a reconnu plus tard qu'elle avait travaillé sous la forte pression du ministère finlandais des Affaires étrangères et du chef de la mission sur le Kosovo de l'époque, *William Walker*. On cherchait, on suscitait même des «preuves» de crimes serbes destinées à frapper les esprits. Comme *Walker* n'était pas satisfait de ses rapports, il cassa un crayon et le lança contre *Helena Ranta*. Il exigea un rapport convaincant sur les crimes serbes dont il avait besoin pour commencer la guerre.

### «Cela commença par un mensonge»

Ce n'est que quelques années plus tard que les médias allemands révélèrent le mensonge sur les prétendus crimes serbes. «Cela commença par un mensonge» était le titre d'une émission au cours de laquelle *Scharping* fut confronté à son mensonge. Il joua les innocents ignorants de tout.

Dans son livre «*La traque, les criminels de guerre et moi*», *Carla del Ponte* a également fait connaître, mais trop tard, l'épouvantable vérité: Pendant l'occupation par la Kfor, on a prélevé à des Serbes et à d'autres non-Albanais des organes pour les vendre en Europe. Il existe des indices selon lesquels cela se pratique encore aujourd'hui. La journaliste *Marilina Veca* a également écrit sur ces faits, ce qui a ému l'opinion publique italienne.

*Dick Marti*, politicien suisse, membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et membre de la Commission des droits de l'homme de l'OSCE, en a également parlé.

Le 14 décembre 2010, il a, pour le Conseil de l'Europe, rendu public un rapport dans lequel il confirme qu'*Hashim Taci* et d'autres chefs de l'UÇK sont impliqués dans le trafic d'organe de prisonniers serbes, dans de nombreux assassinats et d'autres crimes.

### Tout est arrivé trop tard pour le peuple serbe

Aucun des responsables de ces manipulations de propagande de guerre n'a été inquiété pour ces crimes qui ont coûté la vie à des milliers de personnes. Il fallait trouver un responsable et on l'a trouvé en *Milošević*, président de la Serbie élu démocratiquement, qui fut pendant longtemps le seul partenaire de négociations sérieux de l'Occident. A la

suite du changement des objectifs occidentaux, il est devenu du jour au lendemain le pire dictateur d'Europe. Ces méthodes ont également été utilisées avec d'autres chefs d'Etat.

L'imagination fertile de l'Occident s'est surpassée quand il s'est agi de clouer au pilori cette personnalité. On l'a comparé à *Hitler*, on a même prétendu qu'il était pire que le Führer et qu'il était responsable d'un nouvel Auschwitz. C'est ainsi que les Allemands ont réussi à déplacer leur Auschwitz en Serbie. Dans les médias occidentaux, on n'entendait que les commentaires des différents pays, mais jamais ce que disait *Milošević*, ce qui aurait permis à chacun de se forger une opinion personnelle.

Le procès de La Haye devait faire éclater la vérité, mais là aussi, les nouvelles ne provenaient que d'une source. L'accusation était représentée par *Carla Del Ponte* qui avait rassemblé de nombreuses preuves. Les médias occidentaux n'ont jamais montré ce qui s'est vraiment passé au procès, notamment le fait qu'elle ne pouvait prouver aucun des chefs d'accusation. Dans cette situation, les politiciens et généraux serbes ont la plupart du temps trouvé la mort, mais cela n'a intéressé personne.

### Audiatu et altera pars: Il faut également entendre l'autre partie

Dans tout conflit, il y a au moins deux parties. Pour apprendre la vérité – ce qui serait indispensable face à des dommages de cette ampleur – il faut entendre les deux parties. C'est la seule condition de l'entente entre les peuples, le seul moyen d'obtenir la paix. Or les prétendus crimes de la Serbie sont le produit de nombreux mensonges qui ont ébranlé le monde entier. L'OTAN avait préparé son opération depuis longtemps. Les moteurs des avions étaient déjà en marche. Il fallait commencer la guerre.

Avec leur attaque de la Serbie, les pays membres de l'OTAN ont violé de nombreuses conventions, résolutions et protocoles internationaux:

- la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques de 1997 et son Protocole de Kyoto;
- l'Accord sur le patrimoine culturel et naturel mondial de 1972;
- le Protocole additionnel I aux Conventions de Genève de 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux;
- la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, de 1980;
- les Résolutions sur la prévention de la discrimination et la protection des minorités de la Commission des droits de l'homme des Nations unies de 1996 et 1997; et bien d'autres encore.

*Mirjana Andjelkovic Lukic* a fait ses études à la Faculté de technologie et de métallurgie de Belgrade où elle a connu son mari *Mirko Lukic*. Après des études à l'Ecole militaire de Paris, ce dernier a présenté une thèse de doctorat sur la technologie des explosifs et il a travaillé ensuite à l'Institut de technologie militaire dans la recherche sur les explosifs.

Pendant la guerre, il s'est rendu sur les sites bombardés de Belgrade et des environs, ce qui lui a valu de contracter un cancer dont il est mort en 2003.

Après l'agression de l'OTAN, *Mirjana Lukic* a étudié de manière approfondie

les conséquences écologiques des bombardements. Après le décès de son mari, elle a poursuivi les activités menées auparavant avec ce dernier, c'est-à-dire l'analyse des effets chimiques et radiologiques des bombardements.

Outre la rédaction de publications sur la politique et l'écologie, elle travaille en tant qu'experte juridique dans le domaine de la technologie des explosifs. Elle a écrit un ouvrage sur les conséquences de la guerre menée par l'OTAN: «*Les cadeaux de l'ange de miséricorde*» (en serbe: *Darovi milosrdnog andjela*).

## «La Serbie, hier et aujourd'hui» suite de la page 5

En ne respectant pas de nombreuses conventions internationales, l'OTAN a commis un crime grave contre la paix en Europe. Le bombardement de la Serbie à l'aide de munitions nucléaires et d'armes nouvelles a contaminé à jamais le territoire serbe car la demi-vie de l'uranium appauvri est de 4,5 milliards d'années. A preuve le nombre toujours plus grand de personnes atteintes de cancers.

Malgré tous ces faits, la chancelière allemande *Angela Merkel* a déclaré récemment à la télévision qu'elle était heureuse qu'il n'y ait plus eu de guerre en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. En effet, ce qui s'est passé en Serbie n'était qu'une «intervention humanitaire»!

*Ralph Hartmann* a écrit que quel que soit l'avenir de la Serbie, personne ne pourra justifier la guerre de l'OTAN contre ce petit pays et la participation de l'Allemagne.

En revanche, *Alastair Campbell*, second homme le plus puissant de Grande-Bretagne et premier porte-parole de *Tony Blair*, a déclaré à Belgrade, lors d'une interview du journal *Novosti*, qu'il ne regrettait pas que l'OTAN ait bombardé la République fédérale de Yougoslavie. Il a avoué sans ciller avoir été un des stratèges de la guerre de propagande menée contre la Serbie. (source: *Vecernje novosti* du 21/1/2011)

### Cadeaux de l'ange de miséricorde

Comme on nous a «gratifiés de bombes par humanité», j'ai intitulé «Cadeaux de l'ange de miséricorde» mon livre dans lequel j'aborde tous les aspects des bombardements et leurs effets.

Cette opération est connue sous le nom d'«Operation Noble Anvil» aux Etats-Unis et sous celui d'«Ange de miséricorde» en Serbie.

Le bombardement de la Serbie a duré à 78 jours, du 24 mars au 10 juin 1999. Cette agression a tué 1031 soldats, blessé 5173 soldats et policiers, tué 2500 civils, dont 78 enfants et blessé 6000 civils. On se souvient en particulier du sort tragique de la petite *Milica Rakic*, 3 ans, de Batajnica. Elle a été touchée par une bombe de l'OTAN le 14 avril à 21 h 45 dans sa salle de bain alors qu'elle se trouvait sur son pot.

Au début des bombardements, 370 avions survolaient quotidiennement la Serbie. A la fin, ils étaient 1200.

Outre les munitions à l'uranium appauvri, d'autres composés chimiques ont été utilisés qui, en explosant, deviennent très toxiques et provoquent des cancers.

L'OTAN a avoué avoir utilisé 30000 projectiles, les militaires serbes avancent le chiffre de 50000 et les Russes celui de 90000.

Quelque 200 cibles ont été visées, en particulier au Kosovo. On a mené contre nous une guerre chimique et radiologique très particulière visant à anéantir les individus et leurs biens. Bien qu'aucune arme chimique n'ait été utilisée, la guerre de l'OTAN contre

la Serbie avait aussi des aspects chimiques. Ils concernent le bombardement de transformateurs, de centrales électriques, d'usines chimiques, de raffineries de pétrole et de leurs réservoirs. De cette manière, les produits de combustion, différents composés cycliques, des dioxines cancérigènes ainsi que du phosgène ont été répandus dans l'atmosphère.

Les transformateurs touchés ont libéré des polychlorobiphényles («pyralènes»), substances génotoxiques qui ne devraient pas entrer en contact avec l'environnement. Elles sont cancérigènes et mutagènes. Depuis 2001, elles sont interdites en Europe.

Avec son équipe, mon mari s'est approché des installations détruites pendant la guerre pour étudier ensuite en laboratoire l'effet des projectiles explosifs. Il a également examiné les filaments conducteurs qui ont été largués sur les systèmes électriques, les transformateurs et les lignes à haute tension. Ces filaments ont provoqué des courts-circuits qui ont entraîné des pannes de courant dans des quartiers entiers et les ont paralysés. C'est dans notre pays que ces armes ont été utilisées pour la première fois.

On les appelle en général «bombes au graphite» bien qu'elles n'en soient pas. Elles faisaient partie de bombes à fragmentation de production américaine. Une bombe contient 202 projectiles composés d'une masse de filaments électro-perméables pesant chacune 1 kg.

En tombant, ces filaments enroulés autour de bobines se déploient comme une toile d'araignée, recouvrent les lignes électriques, provoquent des courts-circuits qui les rendent inutilisables.

Ce sont des filaments très légers que le vent disperse dans toutes les directions. Après être tombés des lignes, ils remontent souvent et provoquent de nouveaux dommages. Les spécialistes de l'équipe de mon mari ont réussi à les neutraliser de manière à ce qu'ils restent au sol. C'est pourquoi nos transformateurs ont ensuite été attaqués par de vraies bombes et il était alors beaucoup plus difficile de les réparer. Le désir de mon mari de venir en aide à son peuple lui a coûté la vie. Et 36 jeunes gens ont perdu la vie au cours d'opérations identiques.

Après ces installations, des hôpitaux, des stations de télévision, des ponts, des jardins d'enfants et de nombreux quartiers de villes où habitaient des civils innocents ont été attaqués. Même les voyageurs n'ont pas été épargnés: des trains dans lesquels se trouvaient uniquement des civils ont été bombardés.

Les dommages de cette guerre ont été évalués à quelque 120 milliards de dollars.

### Conséquences écologiques et sanitaires de la guerre

Il est difficile de décrire tout ce que nous avons vécu au cours de ces 78 jours. Ce n'est qu'après des années que nous nous sommes rendu compte des conséquences écologiques, sanitaires et politiques. L'utilisation d'armes à l'uranium 238 et d'autres armes nous per-



Bombardement de Surdulica du 27/4/1999: 20 morts, dont 12 enfants, 100 blessés, 500 maisons individuelles détruites. Du 6 au 27 avril, la petite ville a reçu 175 projectiles.

## Charte des Nations Unies

### Préambule

*Nous, peuples des Nations Unies, résolu*

- à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances,
- à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites,
- à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international,

- à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

*Et à ces fins*

- à pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage,
- à unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales,
- à accepter des principes et instituer des méthodes garantissant qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes, sauf dans l'intérêt commun,
- à recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples,

*avons décidé d'associer nos efforts pour réaliser ces desseins.*

### Extraits de la Charte des Nations Unies

#### Article 41

Le Conseil de sécurité peut décider quelles mesures n'impliquant pas l'emploi de la force armée doivent être prises pour donner effet à ses décisions, et peut inviter les Membres des Nations Unies à appliquer ces mesures. Celles-ci peuvent comprendre l'interruption complète ou partielle des relations économiques et des communications ferroviaires, maritimes, aériennes, postales, télégraphiques, radioélectriques et des autres moyens de communication, ainsi que la rupture des relations diplomatiques.

#### Article 51

Aucune disposition de la présente Charte ne porte atteinte au droit naturel de légi-

time défense, individuelle ou collective, dans le cas où un Membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée, jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Les mesures prises par des Membres dans l'exercice de ce droit de légitime défense sont immédiatement portées à la connaissance du Conseil de sécurité et n'affectent en rien le pouvoir et le devoir qu'a le Conseil, en vertu de la présente Charte, d'agir à tout moment de la manière qu'il juge nécessaire pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales.

[www.un.org/fr/documents/charter/chap7.shtml](http://www.un.org/fr/documents/charter/chap7.shtml)

met de dire que c'est une guerre nucléaire et radioactive aux effets terribles sur les hommes et la nature qui a été menée.

Au Kosovo, la ligne de partage des eaux des trois sources suivantes – où il n'y avait ni soldats ni population civile – a été bombardée:

- Sitnica – Ibar – Morava – Danube – mer Noire
- Pinja – Vardar – mer Egée
- Crni et Beli Drim – Skadarsko Jezero [lac Skutari] – Bojana – mer Adriatique.

L'objectif était d'empoisonner les cours d'eau et ceux qui habitaient sur leurs rives.

L'usage de bombes à fragmentation constitue manifestement une violation des Conventions de Genève. Elles ont été utilisées deux fois sur Niš – marché et hôpital – sur Valjevo, Kraljevo, sur les raffineries de pétrole de Novi Sad et d'autres villes comme Pancevo, Pe et Prizren au Kosovo et Metohija et d'autres régions. En Serbie, ces bombes ont été larguées sur 93 cibles où elles ont causé de sérieux dommages à la population. Outre de nombreux morts, on compte un nombre encore plus important de blessés aux membres déchiétés devenus invalides. On meurt encore aujourd'hui des effets des bombes restées au sol.

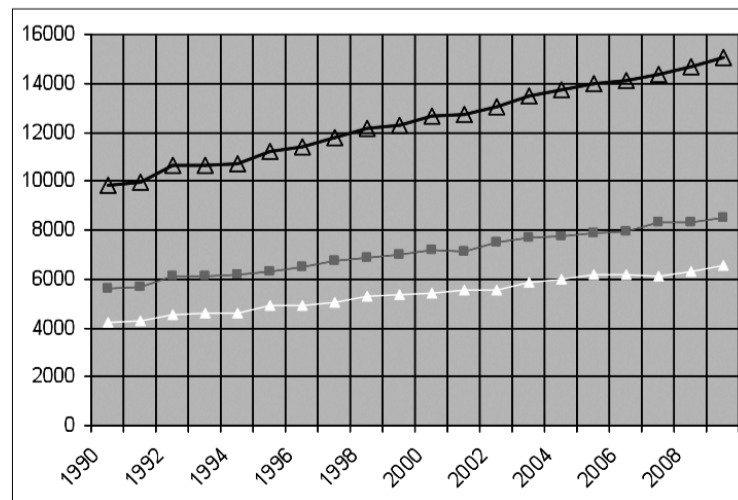
Avant la guerre, la Serbie était une oasis de verdure au sein de l'Europe, connue pour ses produits bio qu'elle exportait dans de nombreux pays d'Europe. De nombreuses régions étaient des sites protégés: les monts Fruska Gora, Tara, Zlatibor et également le désert du Banat, exemple rare de région sèche en Europe. D'importantes régions situées autour de zones industrielles comme Pancevo, Novi Sad, Kragujevac, Niš, Belgrade et d'autres villes sont encore contaminées.

Dans le Sud de la Serbie, à côté du Kosovo et Metohija, que l'on n'a pas décontaminé, ce sont surtout les régions autour de Vranje, Bujanovac et Preševu qui ont été bombardées. Dans son film «Todesstaub», *Frieder Wagner* a décrit des situations analogues grâce aux explications précises du Dr *Günther*. Le taux de cancers augmente d'année en année.

C'est sur les nouveau-nés que l'on observe le mieux les effets des bombardements. Selon les informations fournies par les médecins de l'hôpital de Vranje, en 1988, 21 enfants y sont nés avec des malformations. Avec 800 à 1000 naissances par an, ce nombre atteignait 73 en 2008 [augmentation de 248%].

Selon le docteur *Nebojsa Srbljak* de Kosovska Mitrovica, jusqu'en 1998, 1 enfant sur 1000 était atteint de leucémie. En 2008, il y en avait entre 10 et 15. A Vranje, on n'a pas les moyens d'acheter les coûteux appareils d'analyse sanguine permettant de déceler les traces d'uranium. Les médecins de Vranje comptent sur les expériences faites par des spécialistes japonais après les bombarde-

Suite page 7



Nombre de décès en fonction du sexe en Serbie centrale. Courbe à triangles vides: total / courbe à triangles blancs: femmes / courbe à carrés gris: hommes. (Institut serbe de protection sanitaire, Dr Milan Jovanovic-Batut, Registre des cancers 2011)

## Les principes de Nuremberg

Principes du droit international consacrés par le statut du tribunal de Nuremberg et dans le jugement de ce tribunal, 1950:

### Principe 1

Tout auteur d'un acte qui constitue un crime de droit international est responsable de ce chef et passible de châtiement.

### Principe 2

Le fait que le droit interne ne punit pas un acte qui constitue un crime de droit international ne dégage pas la responsabilité en droit international de celui qui l'a commis.

### Principe 3

Le fait que l'auteur d'un acte qui constitue un crime de droit international a agi en qualité de chef d'Etat ou de gouvernant ne dégage pas sa responsabilité en droit international.

### Principe 4

Le fait d'avoir agi sur l'ordre de son gouvernement ou celui d'un supérieur hiérarchique ne dégage pas la responsabilité de l'auteur en droit international, s'il a eu moralement la faculté de choisir.

### Principe 5

Toute personne accusée d'un crime de droit international a droit à un procès équitable, tant en ce qui concerne les faits qu'en ce qui concerne le droit.

### Principe 6

Les crimes énumérés ci-après sont punis en tant que crimes de droit international.

#### a. Crimes contre la paix:

- Projeter, préparer, déclencher ou poursuivre une guerre d'agression ou une guerre faite en violation de traités, accords et engagements internationaux;
- Participer à un plan concerté ou à un complot pour l'accomplissement de l'un quelconque des actes mentionnés à l'alinéa i.

#### b. Crimes de guerre:

Les violations des lois et coutumes de la guerre qui comprennent, sans y être limitées, les assassinats, les mauvais traitements ou la déportation pour les travaux forcés, ou pour tout autre but, des populations civiles dans les territoires occupés, l'assassinat ou les mauvais traitements des prisonniers de guerre ou des personnes en mer, l'exécution des otages, le pillage des biens publics ou privés, la destruction perverse des villes ou villages ou la dévastation que ne justifient pas les exigences militaires.

#### c. Crimes contre l'humanité:

L'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation ou tout autre acte inhumain commis contre toutes populations civiles, ou bien les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux, lorsque ces actes ou persécutions sont commis à la suite d'un crime contre la paix ou d'un crime de guerre, ou en liaison avec ces crimes.

### Principe 7

La complicité d'un crime contre la paix, d'un crime de guerre ou d'un crime contre l'humanité, tels qu'ils sont définis dans le principe 6, est un crime de droit international.

[www.icrc.org/dih.nsf/full/390](http://www.icrc.org/dih.nsf/full/390)

### «La Serbie, hier et aujourd'hui»

suite de la page 6

ments d'Hiroshima et de Nagasaki. Parallèlement à l'augmentation des cancers, on observe une augmentation du nombre d'enfants nés avec des malformations. Le père d'un de ces enfants avait participé à la décontamination de l'uranium appauvri à proximité de Vranje. On enregistre également une augmentation des malformations chez les animaux.

Le cas de *Nikola Jovi*, un garçon de 10 ans de Kosovska Mitrovica est caractéristique des effets tragiques de cette guerre. Bébé, il a été atteint d'un cancer oculaire. On lui a retiré ses yeux pour les remplacer par des yeux artificiels. Pendant un certain temps, il a fréquenté l'école pour aveugles du quartier de Zemun à Belgrade. Comme ses parents habitent à Kosovska Mitrovica, il était très malheureux. Il a bientôt été intégré à une classe normale de 4<sup>e</sup> de sa ville natale où ses camarades lui ont apporté une aide importante. Il lit le braille.

La famille *Petkovic*, qui a survécu à tous les bombardements du Kosovo, s'est réfugiée à Bor, dans le nord de la Serbie. Quelques

années plus tard, leur fille *Nikolina* est née sans yeux. On lui a également implanté des yeux artificiels. Ses parents sont très pauvres et ne peuvent pas beaucoup l'aider. Nous n'avons pas d'institutions qui puissent s'occuper de ces enfants.

La localité de Leposavi, au Kosovo, a également été massivement bombardée pendant cette guerre. La petite *Kristina Milutinovic* vit avec ses parents à Leposavi. [*Horizons et débats* du 13 février a évoqué son cas.]

En Serbie, on enregistre chaque année plus de 33 000 cas de cancer. Chaque année, quelque 21 000 personnes en meurent. Au cours des 10 dernières années, le nombre de malades n'a cessé d'augmenter (cf. diagrammes). La Serbie a le taux de cancers le plus élevé d'Europe.

### La Serbie aujourd'hui

La Serbie est passée d'un système socialiste au capitalisme libéral. Ce changement s'est accompagné de dommages économiques, moraux, culturels et autres. La pauvreté règne et la situation sociale de ses habitants empire de jour en jour. 10 000 entreprises ont fermé et 60 000 sont au bord de la ruine. Les entités qui ont fermé étaient surtout des entreprises artisanales ou commerciales, des cabinets dentaires ou vétérinaires, diverses agences. Les principales sociétés du pays ont été vendues à des firmes étrangères. Certaines d'entre elles marchent bien car la main-d'œuvre serbe est bon marché et elles vendent cher leurs produits dans le monde entier.

D'autres firmes ont été achetées puis fermées pour éviter la concurrence avec les produits de l'acquéreur. C'est le cas de l'usine automobile *Zastava* de Kragujevac qui employait 50 000 salariés avant la guerre et qui a été rachetée

par *Fiat*. Aujourd'hui, seule une petite partie de l'usine est en activité. Nos politiques s'y font photographier et mentent au peuple sur sa productivité. *Fiat* vend ses voitures sur le marché serbe mais elles ne sont accessibles qu'à une petite partie de la population.

Des sucreries, des briqueteries, des brasseries, des cimenteries ont également été vendues. *Philip Morris* a racheté notre manufacture de tabacs de Niš. En 5 ans, quelque 10 milliards d'euros ont quitté la Serbie mais dans le budget du pays on n'observe guère de rentrées d'impôts. Un grand nombre d'ouvriers sont au chômage. Toutes ces firmes ont été vendues à des investisseurs étrangers bien au-dessous de leur valeur.

Le nombre de chômeurs a atteint un pic historique. Selon l'Office national de la statistique, ils sont 730 000, mais le chiffre officiel dépasse le million et le nombre des personnes vivant en dessous du minimum vital est passé, entre 2008 et 2010, à 700 000, ce qui représente 9,2% de la population. En 2010, le salaire minimum était de 8500 dinars, soit 85 euros.

Le nombre des soupes populaires a augmenté: chaque jour, quelque 30 000 Serbes y attendent un pain et un repas chaud, ce qui représente une augmentation de 50% par rapport à l'année dernière. Selon des chiffres fournis par la *Croix-Rouge*, on compte parmi eux 6000 enfants dont 2500 ont moins de 10 ans.

Pour 2012, on prévoit un salaire minimum de 19 000 dinars (195 euros). Or les prix ont déjà atteint le niveau des pays européens où les salaires sont considérablement plus élevés.

La Serbie est riche en eau, en plantes médicinales et en stations balnéaires. En ce qui concerne l'eau, nous figurons à la 40<sup>e</sup> place mondiale.

Aujourd'hui, nous ne possédons même plus toutes les sources. Les sources d'eau minérale sont entre les mains de firmes étrangères. L'usine d'eau minérale et de jus *Knažaz Miloš* d'Arandjelovac a été rachetée par la société hollandaise *Clates Holding*.

La source de l'eau minérale *Rosa* est située à 1500 mètres d'altitude, dans la région intacte et protégée de Vlasina. L'eau est mise en bouteilles à une température optimale directement à la source afin de lui conserver ses propriétés naturelles. En raison de sa teneur faible en minéraux, en particulier en sodium, elle se prête à la consommation quotidienne. Elle appartient à 100% à *Coca-Cola*.

L'eau minérale *Mivela* appartient à la société croate *Agrokor*. Sa source est située dans le village de Veluce, à proximité de Trstenik. L'eau *Mivela* contient environ 330 mg de magnésium par litre, ce qui couvre les besoins quotidiens de l'organisme.

### Les banques

Il ne reste plus que trois de la totalité des banques serbes: la Banque de Serbie, la *Komercijalna banka* et la Banque postale. Il est question de les vendre également.

### Le Kosovo – partie arrachée à la Serbie

La plus grande injustice a été celle infligée au peuple serbe du Kosovo. Voici deux de ses nombreux aspects:

La dépossession de la Serbie commença par la mine la plus importante, celle de *Trepca* qui s'étend au nord et au sud de Kosovska Mitrovica. Elle représentait une grande partie des exportations serbes et employait 23 000 ouvriers. A la fin de 2008, les seules réserves de plomb étaient évaluées à 425 000 tonnes, celles de zinc à 415 000 tonnes, celles d'argent à 800 tonnes, celles de nickel à 185 000 tonnes et celles de cobalt à 65 000 tonnes. Dans la mine de Grebnik, située également au Kosovo, il y a des réserves de 1 700 000 tonnes de bauxite qui permettraient de produire quelque 425 000 tonnes d'aluminium. L'exportation de minerai est en constante augmentation. Au cours de la période 2009–2010, elle s'est élevée à 557 millions de dollars. Presque tout le sous-sol du Kosovo contient du lignite. La valeur des minerais du Kosovo a été évaluée à 1000 milliards de dollars. Il n'est donc pas étonnant que *Soros* se soit rendu plusieurs fois au Kosovo et ait essayé d'acheter le tout pour 300 millions seulement. Le gouvernement de *Hashim Taci* a promis à la ministre américaine des Affaires étrangères *Hillary*

*Clinton* que des grands groupes américains seraient les principaux acheteurs du lignite. C'est *Bill Clinton*, l'ex-Président des Etats-Unis, qui a été l'initiateur de la guerre du Kosovo.

Le pillage se fait à l'aide des infrastructures minières serbes dont la Serbie paie encore aujourd'hui les dettes.

### Camp Bondsteel, petit Guantánamo?

*Camp Bondsteel*, la plus grande base américaine hors des Etats-Unis, n'a pas été établie par hasard au Kosovo. C'est une ville en soi. Les vivres arrivent par avion des Etats-Unis, y compris l'eau et tout ce qui sert à protéger les soldats. Cependant l'Occident prétend que les substances toxiques qui ont été larguées sur notre pays ne sont pas dangereuses. Inutile de parler de l'importance des objectifs stratégiques: ils sont connus.

*Alvaro Gil-Robles*, ancien commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, qui a visité le pénitencier de *Camp Bondsteel*, n'en a parlé qu'en 2005. Dans une interview accordée au journal espagnol «El País», il a déclaré que *Camp Bondsteel* était un petit Guantánamo. Il a appris que la *Kfor* avait l'autorisation d'arrêter n'importe qui sans enquête judiciaire préalable.

Les Serbes ne seraient de toute façon pas d'accord. Ils n'accepteraient pas non plus d'être spoliés de leurs biens. Aussi a-t-on inventé des raisons pour les déporter. Nous n'en mentionnerons qu'une: les Allemands ont prétendu que les Serbes ont déporté des quantités d'Albanais.

Or la réalité est celle-ci: Pendant la Seconde Guerre mondiale seulement, 10 000 Serbes ont été tués au Kosovo bien qu'aucun combat important n'ait eu lieu avec les forces d'occupation (Allemagne, Italie) qui ont soutenu les Albanais. Entre la Seconde Guerre mondiale et 1999, quelque 200 000 Serbes ont été chassés plusieurs fois. Des Albanais ont été logés dans leurs maisons.

La déportation la plus importante a eu lieu en 1999, lorsque le Kosovo a été placé sous le protectorat de l'ONU (*Kfor*). Environ 300 000 Serbes et Monténégrins ont quitté le territoire. On voit bien qui a chassé qui. L'Occident savait tout cela. C'est pourquoi il devait mentir.

Comme dans beaucoup d'autres pays européens, il meurt plus de personnes en Serbie qu'il n'en naît. Selon le recensement de 2011, la Serbie avait perdu 300 000 habitants. Cela représente la population d'une ville comme Cacak. Comme les jeunes Serbes ne trouvent pas de travail à cause de l'effondrement de l'économie, ils partent faire leurs études aux Etats-Unis, au Canada ou dans des pays d'Europe. Un très grand nombre d'étudiants en médecine, d'informaticiens, d'ingénieurs électriciens et d'autres personnes hautement qualifiées qui se sont formées en Serbie quittent le pays à la recherche de meilleures conditions de vie.

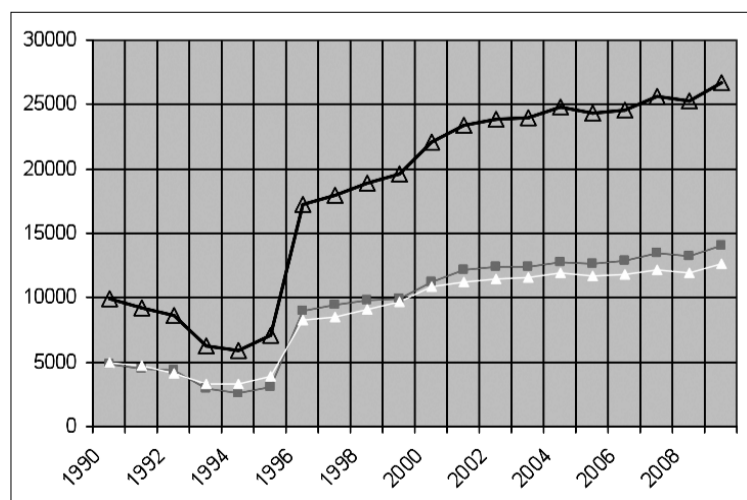
Le 1<sup>er</sup> mars, la Serbie a obtenu le statut de candidat à l'adhésion à l'Union européenne. Elle s'est investie à fond dans cette candidature.

Personne n'a laissé son peuple croire si longtemps à l'intégrité de la Serbie, au fait que le Kosovo restait une partie du pays, que l'actuel gouvernement du président *Boris Tadic*. Les leaders n'ont pas fait de l'intégrité de la Serbie, qui est détruite par l'absence du Kosovo, un sujet essentiel. Aujourd'hui, les deux recherchent l'adhésion à l'Union européenne, mais en tant qu'Etats distincts. On attend de la Serbie des relations pacifiques avec ses voisins. C'est la condition pour pouvoir hisser le drapeau bleu étoilé de l'UE.

Le président *Tadic* restera dans la mémoire des Serbes comme quelqu'un qui a servi tout le monde, sauf son pays. L'UE promet à la Serbie des subventions annuelles de 60 millions. Or la Serbie pourrait facilement gagner cette somme avec les ressources minières qu'on lui a prises. Elle ne couvre même pas une partie des intérêts de ces ressources.

Après ce renoncement irréflectible à toutes choses, je crains, comme beaucoup d'autres Serbes, que mon pays ressemble à l'avenir à la publicité de la firme américaine *Calgon* fait passer sur nos chaînes de télévision: ici aussi la Voïvodine est absente.

(Traduction *Horizons et débats*)



Nouveaux cas de cancers en Serbie centrale. Courbe à triangles vides: total / courbe à triangles blancs: femmes / courbe à carrés gris: hommes. (Institut serbe de protection sanitaire, Dr Milan Jovanovic-Batut, Registre des cancers 2011)

# Voglio fare il Cittadino – Je veux devenir un citoyen

par Marianne Wüthrich

«Non dimenticarlo mai e ricordalo anche ai tuoi compagni che conoscere a fondo il COMUNE in cui si vive significa conoscere parallelamente tutto il funzionamento della nostra democrazia.»

«Ne l'oublie jamais et rappelle-le à tes amis: Apprendre à connaître la commune dans laquelle nous vivons, signifie en même temps apprendre à connaître l'organisation entière de notre démocratie.»

«Voglio fare il Cittadino» est beaucoup plus qu'un manuel d'instruction civique. Cet ouvrage précieux instruit sur les fondements de la démocratie directe qui ne touche pas seulement la raison mais aussi le cœur. Il veut transmettre aux jeunes gens le système vivant de la démocratie directe à l'exemple d'une commune tessinoise jusque dans ses moindres détails afin qu'ils soient capables de remplir leur fonction de citoyen dans la commune, le canton et la Confédération. Il veut nous rap-peler à nous Suisses de tout âge à quelle démocratie hors pair il nous est permis de prendre part: Une démocratie qui vit seulement du fait que les citoyens assument leurs droits et leurs devoirs politiques et contribuent à une vie communautaire digne. «Voglio fare il Cittadino» facilitera l'accès aussi à nos amis d'autres pays quant à la compréhension de la démocratie directe. Car c'est dans chaque commune, plus petite communauté de l'Etat, que l'édification de la démocratie directe commence.

Pour préserver cette conquête précieuse, on doit avoir à tout prix, la volonté et l'aptitude de transmettre à notre jeunesse le civisme. Eros Ratti, un connaisseur des communes tessinoises, qui n'a pas son équivalent, assume cette tâche magnifiquement. Dans un dialogue avec «Cittadino», jeune homme de 18 ans, qui a le vif souhait de devenir un citoyen, il entame son travail d'explication en tant qu'enseignant d'instruction civique avec une grande compréhension pour le jeune homme et avec un zeste d'humour. Une lecture profondément touchante et savoureuse pour celui qui lit l'italien – et c'est un devoir de traduire cet ouvrage fondamental singulier permettant la compréhension de notre démocratie directe dans les autres langues.

Eros Ratti fait comprendre aux élèves et aux autres lecteurs le fonctionnement des communes tessinoises, de manière variée et agréable et avec de nombreux exemples évocateurs et des illustrations splendides. On présente ici en exemple des extraits de la quatrième leçon sur l'Assemblée communale en tant qu'un des éléments essentiels de la démocratie directe. Même si on le connaît, on est fasciné une nouvelle fois du fonctionnement vivant et des compétences vastes d'une Assemblée communale dans un village dans le Tessin ou ailleurs en Suisse: Ici, on comprend ce que signifie l'«autonomie communale».

## Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit international,  
du droit humanitaire et des droits humains

Éditeur

Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef

Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration

Case postale 729, CH-8044 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch

Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6

BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– Euros

ISSN 1662 – 4599

© 2012 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

## Quatrième Leçon: L'Assemblée communale et ses règles – Quarta Lezione: L'Assemblea comunale e le sue regole

L'Assemblea comunale – che cosa è?

Qu'est-ce que l'Assemblée communale?

«Elle est l'Assemblée de tous les citoyens actifs des deux sexes et âgés d'au moins 18 ans (à l'avenir, ce seront peut-être des jeunes de 16 ans), qui ont des droits politiques relatives aux affaires communales et qui sont inscrits au registre des électeurs.»

Les citoyens se réunissent, «pour discuter et décider sur des questions inhérentes à la vie communale et qui ressortent de la compétence de l'Assemblée communale».

Exception: Dans des communes plus grandes, l'Assemblée communale est remplacée par un parlement communal (Consiglio comunale). Les citoyens ont le droit de référendum contre les décisions du Consiglio comunale ainsi que le droit d'initiative.

Quando si fa? Quand a-t-elle lieu?

L'Assemblée communale ordinaire a lieu selon le droit cantonal dans les communes tessinoises deux fois par an et si nécessaire plus souvent.

Dove si fa? Où a-t-elle lieu?

«Uniquement dans la salle communale ou dans une salle désignée dans l'ordonnance de la commune. Donc jamais sur une place publique ou dans un local public ou privé.»

Come si fa? Comment a-t-elle lieu?

– «Après une invitation préalable personnelle à l'adresse des citoyens et en même temps sur le panneau d'affichage public.

– Lors de la présence d'au moins un dixième des électeurs;

– sous la direction d'un bureau, composé d'un président, d'un vice-président et de deux scrutateurs, soutenus par le secrétaire municipal qui a écrit le procès-verbal.»

Quali le competenze? Quelles sont ses compétences?

Dans les pages qui suivent, les compétences de l'Assemblée communale sont présentées et accompagnées de photos et de dessins s'y rapportant – une abondance impressionnante: L'Assemblée communale (législative) dans les communes suisses décide sur les questions essentielles, qui doivent être résolues dans la commune, tandis que le Conseil municipal est avant tout l'organe exécutif, auquel est confiée la mise en pratique des décisions de l'Assemblée communale.

In materia di regolamenti – dans le domaine des règlements

L'Assemblée communale «applique le règlement communal (regolamento comunale), cela veut dire, qu'elle règle l'organisation et les déroulements dans la commune ainsi que les relations avec les citoyens. [L'ordonnance communale est la constitution de la commune, remarque de la traductrice] Elle applique toutes les sortes de règlements spéciaux réglant toutes les activités et les services de la commune, par exemple le règlement sur l'approvisionnement en eau, le règlement sur l'assainissement et le traitement de l'eau potable, le règlement sur l'enlèvement des déchets ou le règlement sur le cimetière communal.»

In materia di conti – dans le domaine de la comptabilité

L'Assemblée communale «approuve chaque année les prévisions budgétaires de la com-

mune ainsi que les besoins devant être couverts par les impôts communaux; elle vérifie chaque année le bilan final et décide de son approbation».

In materia di beni comunali – dans le domaine du bien foncier communal

L'Assemblée communale approuve toutes les sortes d'actes juridiques relatifs au bien foncier communal comme l'achat ou la vente, la location ou le bail ou la réaffectation: «Cela signifie que le bien foncier de la commune doit être principalement préservé et être utilisé pour le bien commun et que pour chaque décision juridique, l'approbation de l'Assemblée communale est nécessaire.»

In materia di opere – dans le domaine des établissements communaux

L'Assemblée communale «décide de la conduite des établissements publics sur la base de plans de construction et de devis et approuve les crédits nécessaires». Exemples: maison paroissiale, école, rue, piazza (place au centre de la commune), terrain de jeu, fontaine etc.

In materia di altri diversi oggetti – dans le domaine d'autres objets divers

L'Assemblée communale «décide sur les objets, qui sont énumérés dans l'Article 13 de la législation cantonale sur les communes et repris par l'ordonnance communale». Exemples: application du plan de la zone à bâtir, nomination des propres délégués dans les associations de droit public.

## La prima esperienza – La première expérience

La quatrième leçon est complétée par le rapport du jeune «Cittadino» sur sa première Assemblée communale: Il peut vivre son organisation et son déroulement; il observe selon quelles règles ont lieu les prises de position, les discussions et les décisions. Après l'Assemblée, il donne son impression personnelle de l'atmosphère: «Ce qui m'a le plus impressionné, c'est la manière tranquille, objective et sensée dont les prises de position des citoyens ainsi que les réponses des personnes interrogées étaient empreintes: J'ai l'impression qu'il s'agit d'une famille qui se réunit pour résoudre de la meilleure façon une ou plusieurs questions sur la vie communautaire.

Des situations telles qu'elles sont décrites ci-dessous [le fait que de nombreux citoyens peuvent participer activement à certaines fonctions, soit en tant que membre du Conseil municipal ou de commissions, soit en tant que président de l'Assemblée et que les décisions sont prises en levant la main, remarque de la traductrice] m'ont permis de comprendre tout de suite et clairement l'importance – au point de vue démocratique – d'une Assemblée de citoyens. Une assemblée qui du reste est composée de citoyennes et citoyens de toutes origines sociales et de tout âge et par conséquent d'individus tout à fait différents, mais qui en même temps forme une unité (une cohésion), parce qu'ils appartiennent à la même commune. En outre, la simple organisation et le rôle attribué aux différents participants, mais aussi la possibilité concrète de chaque citoyen de contribuer personnellement aux décisions de la commune sont également d'importance.»



## La filosofia di fondo – Réflexions fondamentales

Chaque unité d'enseignement termine par des réflexions fondamentales sur l'importance des contenus de la leçon pour l'ensemble de la démocratie directe. Eros Ratti constate d'abord dans le chapitre sur l'Assemblée communale, qu'il est indispensable de transmettre aux adolescents en premier le savoir de base théorique avant qu'ils fassent leurs «expériences pratiques»: «Cela veut dire qu'on ne peut pas entrer dans la situation concrète (donc plonger dans la réalité d'une Assemblée communale), sans d'abord acquérir exactement certaines connaissances de base.» Un fait que chaque enseignant doit avoir toujours en mémoire!

Dans la deuxième moitié de la «filosofia di fondo», l'auteur en vient à l'idée centrale de la démocratie directe, qui va au-delà de la satisfaction des êtres humains d'avoir le droit de participer:

«Si on revient au sujet traité dans la leçon, c'est-à-dire celui de l'Assemblée communale, personne ne peut échapper à la grande valeur d'une telle institution. Une institution, dans laquelle tous les citoyens majeurs – indépendamment de leur sexe, âge, biens ou autres critères – ont la possibilité de participer spontanément, où ils peuvent en même temps discuter et décider librement sur les questions qui concernent la communauté, dans laquelle et avec laquelle ils vivent.

La participation à l'Assemblée communale ainsi que la connaissance de son fonctionnement constituent les piliers du «devoir civique» de chaque citoyen. Ce devoir ne jaillit nécessairement pas seulement du sens émotif que chaque être possède par nature, mais avant tout à travers son sens de solidarité et la conscience de sa responsabilité envers autrui, qu'il assimile parallèlement avec les autres à travers sa participation et son acquisition de connaissance.»

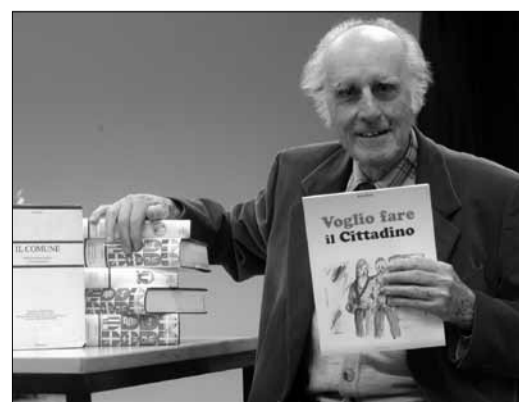
On ne doit pas manquer cet ouvrage unique qui comme on l'a remarqué au début est plus qu'un simple manuel d'instruction civique!

(Source: *Voglio fare il Cittadino*, de Eros Ratti, paru en 2009 aux «Edizioni San Giorgio»; ISBN 978-88-905070-0-7)

(Traduction *Horizons et débats*)

Eros Ratti, né en 1924 à Arogno, est citoyen de Caslano et vit à Vira Gambarogno. Il est marié avec Sonia, de son nom de jeune fille Regazzi, et père de 4 enfants (Oliviero, Tazio, Brunetto und Novella). Il a fréquenté l'école primaire et secondaire d'Arzo, Indemini, Brissago et Gerra Gambarogno et a terminé avec une licence en sciences commerciales à l'école cantonale de Bellinzona. De 1946 à 1959, Eros Ratti était agent du fisc à Locarno. A partir de 1960, il était inspecteur communal au département cantonal de l'intérieur, et de 1972 à 1989, il dirigea l'inspecto-

rat communal. De 1978 à 1994, il était en outre juge de paix dans la circonscription de Gambarogno. De plus, il était membre d'innombrables associations et unions qui s'occupaient en grande partie du système communal. Eros Ratti publia de 1987 à 1990 l'ouvrage «Il Comune» en trois volumes avec un volume complémentaire (2003), un ouvrage de référence indispensable pour les institutions et les secrétaires communaux tessinois. En 1996, il publia le cahier d'instruction civique «Il mio Comune» pour les écoles primaires du canton.



Eros Ratti (photo *Corriere del Ticino*)